



Deux jobs à temps plein

Cahier Actuel, page B1

Jean-Paul Desbiens: l'anonymat de Monsieur Untel

Nathalie Petrowski, page A5



Québec viendra en aide au secteur financier

RÉJEAN BOURDEAU

Le ministère des Finances du Québec tiendra une conférence de presse, cet après-midi à l'hôtel Sheraton de Montréal, pour annoncer une série de mesures visant à appuyer le secteur financier, a appris *La Presse*.

Selon nos informations, la vice-première ministre Pauline Marois présentera un programme, composé notamment d'exemptions et de crédits d'impôt, pour promouvoir le développement du marché des produits dérivés (options, contrats à terme) de la Bourse de Montréal et pour aider au démarrage de la Bourse électronique NASDAQ Canada.



Photo La Presse

Pauline Marois

Le gouvernement devrait également donner son appui au transfert des titres de petites capitalisations de la mini-Bourse d'actions de Montréal vers la Bourse de l'Ouest (CDNX), un dossier moins stratégique pour Québec depuis que Bernard Landry a habilement tiré son épingle du jeu en attirant la filiale de la Bourse d'actions NASDAQ à Montréal.

En visite à *La Presse*, la semaine dernière, M^{me} Marois avait confirmé que Québec préparait une série de mesures fiscales pour aider Montréal à garder sa « stature » au plan financier.

Les incitatifs fiscaux pourraient toucher autant les Bourses que les courtiers et les participants (négoceurs, gestionnaires de portefeuilles spécialisés, etc.), a dit la ministre des Finances. « Je suis en train de

Voir QUÉBEC en A2

TOUT UN PHÉNOMÈNE!



Photo Associated Press

Le perroquet Alex est considéré comme un phénomène dans le monde animal. Entraîné depuis 25 ans par la chercheuse Irene Pepperberg, de l'Université d'Arizona, il a atteint un niveau de communication qu'on n'aurait jamais cru capable chez un animal. Dans un anglais impeccable, il peut nommer des lettres, identifier, réclamer ou refuser une certaine d'objets, faire la distinction entre plusieurs concepts comme la forme, la couleur ou la grosseur, ou encore formuler une demande précise.

Alex ne fait pas que répéter, il comprend même ce qu'il dit

PIERRE GINGRAS
envoyé spécial

BOSTON — Tout un phénomène ! À l'âge d'un an, il entrait à l'université.

C'était en 1977, sur les bancs de Purdue, une grande institution de l'Indiana. Puis, ce fut la North-Western University, près de Chicago et ensuite, durant plusieurs années, l'Université de l'Arizona, à Tucson, à laquelle il est d'ailleurs toujours attaché. Depuis septembre, il travaille à titre d'invité spécial au Laboratoire des médias du célèbre Massachusetts Institute of Technology, le MIT, à Boston.

Étudiant doué, Alex est devenu une célébrité au fil du temps et ses travaux sont connus internationalement dans son secteur d'activité, la communication animale. Il a été

l'objet de nombreux reportages et articles scientifiques, d'un livre et d'une vidéo. Peut-être l'avez-vous vu à la télé. Il y a même une fondation à son nom.

Cet être intelligent, au regard vif, à la personnalité attachante, s'apprête à fêter son 26^e printemps. Ce jour-là, il réclamera sans doute une noix de Grenoble (want nut, il s'exprime en anglais) ou un morceau de banane (want banana), comme il le fait souvent après une session d'apprentissage. Quand il

Voir ALEX en A2
Autres textes en A14

cyberpresse.ca Vous trouverez un clip vidéo d'Alex à l'adresse suivante: www.cyberpresse.ca/alex

Le plus grand exploit de Tiger Woods



Tiger Woods a signé le plus grand exploit de l'histoire du golf moderne en remportant les honneurs du Tournoi des Maîtres, hier, au Augusta National. Woods a devancé David Duval par deux coups et inscrit une quatrième victoire consécutive dans un tournoi du Grand chelem, ce que des légendes comme Jack Nicklaus ou Arnold Palmer n'ont jamais pu réaliser.

Voir nos informations en pages 8 et 9 du cahier des Sports.

AUBERGE GRAND-MÈRE

L'ex-PDG de la BDC réclame une enquête

SYLVAIN LAROCQUE

L'UN DES protagonistes du feuilleton de l'Auberge Grand-Mère, François Beaudoin, réclame à son tour une enquête publique dans le dossier, ce qui fait croître la pression sur le premier ministre Jean Chrétien, lequel a toujours refusé la tenue d'une telle enquête.

L'ancien président de la Banque de développement du Canada (BDC) fait cette demande à la suite de la saisie, samedi, de documents confidentiels à ses résidences principale et secondaire, ainsi qu'à son lieu de travail. Les huissiers,

Voir ENQUÊTE en A6



GHISLAINE RHEAULT

Le Soleil

EN ARGENTINE

LUN | 3 > Bombardier se positionne

Une forte opposition se manifeste en Argentine contre l'entrée éventuelle du pays dans la Zone de libre-échange des Amériques, constate Ghislaine Rheault dans le dernier article de sa série. Pendant ce temps, Bombardier avance ses pions pour toucher sa part de marché lors de la modernisation du métro et des trains de banlieue de Buenos Aires. À lire en page A10.

La ZLEA suscite un enthousiasme très inégal dans les 34 pays visés

VINCENT MARISSAL
envoyé spécial

BUENOS AIRES — La publication des textes de négociation de la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et l'élaboration d'un échéancier précis enlèveront énormément de pression des épaules des leaders à Québec la semaine prochaine, mais il reste encore beaucoup à faire avant d'en arriver au marché commun dans l'hémisphère.

Avant d'arriver à Buenos Aires, la semaine dernière pour une réunion préparatoire au Sommet de Québec, les ministres du Commerce international des 34 pays des deux Amériques et leurs négociateurs doutaient de l'engagement



réel de tous leurs collègues en faveur de la ZLEA.

Quant à la croisade du Canada pour faire publier les textes des négociations, elle semblait vouée au mieux à un compromis insatisfaisant pour les groupes sociaux et, au pire, à un échec lamentable.

Pourtant, les ministres se sont quittés samedi soir avec la promesse de publier les fameuses 900 pages de textes dès que possible et, en prime, avec un calendrier de négociation précis.

Qu'est-ce qui a bien pu se passer pour que les pays les plus réfractaires à la transparence dans les négociations changent si subitement d'avis ? « On ne sait pas, vraiment, nous sommes les premiers surpris », disait-on samedi soir dans l'entourage du ministre Pierre Pettigrew. La partie s'annonçait tellement difficile que la délégation canadienne avait déjà préparé une solution mitoyenne pour tenter d'arracher un compromis.

Le succès de la réunion de Buenos Aires ne doit toutefois pas faire oublier le long chemin qu'il reste à parcourir avant janvier 2005, date ultime des négociations de la

Voir AMÉRIQUES en A2
Autres textes en A10 et A11

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	cahier B	Forum	A13
Arts et Spectacles		Horoscope	E5
	cahier C	Le monde	A7-A9
- horaire spectacles	C6	Loteries	A2, A9
- horaire télévision	C2	Mots croisés	D8, S10
- cinéma maison	C3	Mot mystère	D8
Auto	D9-D12	Petites annonces	
Bandes dessinées	D8	- immobilier	E4, E5
Bridge	E8	- marchandises	E5
Décès	E6	- emplois	E5, E7
Économie	cahier D	- automobile	E7
Éditorial	A12	- affaires	D4
Êtes-vous observateur	E4	Politique	A6
		Quoi faire	D13
Feuilleton	D8	Têtes d'affiche	E3

MÉTÉO Voir page S16
Ciel variable en après-midi
Maximum 8, minimum 2



6 21924 98765 1

DEMAIN DANS LA PRESSE

Vintage-mania

Le soir des Oscars, Julia Roberts l'a fait avec Valentino. Au même moment, l'ex de Jim Carrey, Renee Zellweger, le faisait avec Lily et cie. Demi Moore, Winona Rider et Chloë Sevigny le font depuis longtemps et avec plusieurs noms. Quel est le vice de ces starlettes qui peuvent tout se permettre ? Porter des vêtements usagés. Vous avez bien lu. Les déesses ultra-friquéées d'Hollywood se pointent dans les galas et autres événements d'envergure avec des robes déjà portées. Difficile à croire, mais c'est une (nouvelle) réalité.

À lire demain dans le cahier Actuel.



POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Quoi faire aujourd'hui
quoifaire@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECOURS (514) 285-6900

PUBLICITÉ
Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911
abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12199-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

LOTÉRIES | **LA QUOTIDIENNE** > À trois chiffres : **0-0-0** > À quatre chiffres : **7-1-0-9**

SUITES DE LA UNE

QUÉBEC

Suite de la page A1

refaire le point sur tout ça avec les gens du ministère, a-t-elle ajouté. Il faut voir comment on peut accélérer le processus et arriver avec des mesures assez ciblées. »

La croissance rapide de la Bourse de Montréal dans les produits dérivés et le succès de NASDAQ Canada ne sont pas encore acquises dans les marchés concurrentiels des Bourses internationales.

Pour donner un coup de pouce, Québec annoncerait des mesures pour avantager les négociateurs indépendants d'options et de contrats à terme qui négocient les produits de la Bourse de Montréal. On en-

couragerait également l'embauche de gestionnaires spécialisés en produits dérivés dans les groupes financiers, les sociétés d'État et les gestionnaires (caisses de retraite et de portefeuille).

Le gouvernement veut aussi réduire les coûts de transition pour les courtiers participants à NASDAQ Canada, notamment au chapitre de la formation des employés et de l'achat d'équipements.

D'autre part, les titres du mini-parquet d'actions de la Bourse de Montréal auraient le feu vert pour migrer vers l'Ouest dès que possible. Il y a deux mois, en entrevue à la Presse Canadienne, M. Landry a

ouvert la porte au transfert des titres à la CDN, moyennant l'ouverture d'un bureau à Montréal et un accès à des services « impeccables » en français.

Regroupant moins de cent titres, essentiellement des sociétés minières, le petit parquet montréalais a été mis sur pied à la demande de M. Landry afin de maintenir un marché des actions au Québec, lors de la restructuration des Bourses canadiennes en novembre 1999.

Minuscule, puisque sa capitalisation totale équivaut à celle d'une seule entreprise de taille moyenne inscrite à la Bourse de Toronto, ce parquet a été rapidement marginalisé.

ALEX

Suite de la page A1

sera fatigué des festivités, il demandera à retourner dans ses quartiers paisibles. « Wanna go back », (veux retourner où j'étais) dira-t-il, comme il l'a clairement indiqué au journaliste de La Presse, lors d'une entrevue un peu trop longue à son goût.

Alex est un perroquet gris d'Afrique ou perroquet jaco de son nom scientifique, l'espèce la plus réputée au monde pour son apprentissage du langage humain. Mais contrairement à plusieurs de ses volubiles congénères, Alex fait rarement le « perroquet ». Il a dépassé depuis longtemps le stade de l'imitation : il comprend ce qu'il dit et utilise les bons mots dans le bon contexte.

Entraîné depuis sa première année par Irene Pepperberg, chercheuse réputée en éthologie, la science du comportement animal, Alex comprend et exprime de nombreux concepts. « Un apprentissage qu'on n'aurait jamais cru possible pour une cervelle d'oiseau. Et quand j'ai commencé à travailler avec Alex, personne ne croyait qu'on pourrait atteindre de tels résultats », explique-t-elle.

À certains égards, Alex a atteint, sinon dépassé, les résultats de conceptualisation des grands primates entraînés à cette fin. Mais plus encore, il comprend les questions qu'on lui pose et il s'exprime comme vous et moi, même s'il ne peut tenir une conversation.

Alex distingue et nomme plusieurs matériaux, comme le roc, le papier, le bois, le liège et le cuir

brut. Il sait aussi différencier sept couleurs et certaines formes, tel un cercle, un carré et un triangle. Et si vous lui demandez combien il y a d'objets sur la table, il répondra le bon nombre sans hésiter à la condition que l'ensemble ne dépasse pas six. Il sait aussi différencier le plus grand du plus petit. Il étudie actuellement le concept de médian.

Il reconnaît certaines similitudes et différences entre les objets. S'il s'agit de la couleur, il répondra : « colour », si c'est la forme, il dira « shape ». Par contre, il dira « none » (aucun) si on insiste pour obtenir la différence entre deux objets identiques.

Non seulement Alex identifie les objets qu'on lui montre, mais il est capable de le faire à partir d'une simple illustration. Il peut aussi exprimer clairement ses besoins. Par exemple, il dira « green beans », s'il veut manger des haricots verts et ce, sans même les voir. Ceci démontre une étonnante faculté de « visualiser » les choses mentalement. Mais, s'il n'y a pas de haricots ce jour-là et qu'on lui demande s'il veut autre chose, il pourra répondre « want grape », pour du raisin ou « want corn », pour du maïs.

Quand l'entraîneur lui offre un objet ne correspondant pas à sa requête, il manifeste souvent son refus par un non catégorique et formule sa demande de nouveau.

Alex peut aussi demander qu'on lui gratte la tête, qu'on lui donne une douche (en le vaporisant) ou qu'on le déplace à l'endroit de son

choix. S'il veut, par exemple, revenir au lieu où il était précédemment, il dit « wanna go back ». Et s'il préfère être près d'une fenêtre, il demande à voir les arbres (wanna go trees).

« Quand il était à l'université en Arizona, Alex aimait bien que je l'installe devant la grande fenêtre du bureau où je travaillais. Mais quand j'ai voulu faire la même chose après le déménagement à Cambridge, l'automne dernier, il a semblé bouleversé parce que les arbres n'avaient pas de feuilles, contrairement à ce qu'il avait l'habitude de voir », explique M^{me} Pepperberg.

Alex ne sait pas lire, mais il peut nommer plusieurs lettres. Il prononce correctement le s et le h, par exemple et fait de même quand les deux consonnes (sh) sont réunies.

M^{me} Pepperberg et son équipe utilisent actuellement la télévision pour essayer d'améliorer les connaissances d'Alex. Mais les résultats ne sont guère encourageants jusqu'ici en raison principalement d'un problème technique. L'image émise par le tube cathodique ne serait pas perçue de la même façon par les perroquets et les humains. D'autant plus que les oiseaux peuvent distinguer les ultraviolets du spectre lumineux, ce qui n'est pas notre cas.

Pour remédier à ce problème, on procède à des essais avec un écran spécial à cristaux liquides. « Mais la télé pose aussi un autre problème : il n'y a pas d'interaction avec une autre personne comme

En septembre, la Bourse de Montréal et la CDN se sont même entendues pour transférer les titres vers le parquet de l'Ouest, dès qu'ils auraient l'accord des autorités réglementaires du Québec et de l'Ouest canadien. Tout récemment, l'Association des prospecteurs du Québec, principal porte-parole des titres inscrits à Montréal, a demandé au gouvernement de régler ce dossier au plus vite.

Avant de donner son accord, Québec a voulu s'assurer de la mise en place d'un bureau décisionnel et bilingue de la CDN, incluant un vice-président, à Montréal. Il a aussi demandé à la

Commission des valeurs mobilières du Québec d'assurer la réglementation des titres québécois inscrits dans l'Ouest du pays, en accord avec les organismes de surveillance de la Colombie-Britannique et de l'Alberta.

L'entente de principe, conclue à la fin mars, en vertu de laquelle la Bourse de Toronto se porte acquéreur de la CDN pour 50 millions ralentira le transfert des titres québécois vers l'Ouest. Mais la bénédiction de Québec au projet de migration devrait cependant encourager la CDN à déposer une demande formelle pour ouvrir un bureau régional à Montréal, comme l'a fait la Bourse de Toronto.

dans l'entraînement normal. L'apprentissage est alors extrêmement difficile. » Par ailleurs, il n'est pas impossible qu'Alex se mette un jour à l'ordinateur.

Pas de cordes vocales

Les réalisations d'Alex sont d'autant plus renversantes qu'il ne possède pas de cordes vocales et de lèvres comme l'humain. Le son est produit par un organe appelé syrinx, une sorte de caisse de résonance située dans le larynx et dotée de membranes qui vibrent au passage de l'air. Non seulement l'oiseau doit comprendre et associer les mots entendus à un objet ou à un concept, mais il doit aussi élaborer ses propres solutions acoustiques et son articulation pour les reproduire. D'ailleurs, comme les enfants en âge d'apprendre à parler, Alex s'amuse à prononcer les nouveaux mots de son vocabulaire quand il est seul.

C'est la méthode d'apprentissage dite du « modèle et du rival », une technique améliorée par le docteur Pepperberg, qui a permis à Alex d'atteindre son niveau d'expression et de compréhension.

L'entraînement se déroule toujours à trois : le perroquet, l'entraîneur et une autre personne qui joue pour l'oiseau à la fois le rôle du

modèle à imiter et d'un rival qui suscite l'attention. L'entraîneur présente un objet au perroquet en demandant à son adjoint de l'identifier. Le même scénario est répété, mais en sens inverse. Puis, on interroge le perroquet qui se prête habituellement de bonne grâce à l'exercice.

« Cette interaction attire l'attention et stimule le perroquet à parler. S'il répond correctement, on lui donne une récompense. Non pas de la nourriture, mais l'objet qu'il a identifié pour qu'il puisse le tâter de son bec et s'amuser. En cas de mauvaise réponse ou de réponse incomplète, on manifeste une certaine désapprobation en cachant l'objet », explique M^{me} Pepperberg.

Espèce grégaire, le perroquet comprend rapidement l'interaction et finit habituellement par prononcer le mot recherché après de nombreux essais. Il parvient aussi à faire des liens phonétiques avec des objets dont le nom est semblable, comme « grape », « grain » et « gray ». Il réussit à les identifier et à les utiliser dans le contexte approprié.

Tous les résultats d'Alex ont été validés depuis le début par un protocole de recherche très rigoureux qui a assuré à M^{me} Pepperberg une crédibilité reconnue dans tout le monde scientifique.

AMÉRIQUES

Suite de la page A1

ZLEA. Quand ils s'assoient autour de la même table pour lancer officiellement les négociations, la semaine prochaine à Québec, les chefs d'État et de gouvernement des 34 pays pourront constater que tous ne partagent pas le même enthousiasme que le Canada et les États-Unis envers la ZLEA.

Avant même de commencer à négocier la substance de la ZLEA, la liste des obstacles à sa réalisation est encore longue :

> Les « petites économies » : les plus petits de pays des Amériques, situés en Amérique centrale et dans les Antilles, ne possèdent ni le poids démographique ni le poids économique pour être compétitifs dans un marché ouvert. Beaucoup de ces pays, surtout dans les Antilles, tirent le plus gros de leurs revenus des tarifs douaniers. Craignant de se faire écraser par les pays dominants de l'accord, ils demandent des mesures particulières.

> Le Mercosur : les pays du Mercosur, l'accord commercial regroupant le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, veulent d'abord consolider leur base et étendre les liens à leurs voisins, notamment le Chili et le Venezuela. « La ZLEA, c'est une opportunité, le Mercosur, c'est le destin », lance le ministre brésilien du Commerce international, Celso Lafer, résumant bien les sentiments du cône sud de l'hémisphère. Il faut ajouter à cela que les pays du Mercosur sont historique-

ment plus tournés vers l'Europe que vers l'Amérique du Nord. Le Brésil en a particulièrement contre les subventions américaines à l'agriculture et contre les mesures de représailles imposées par les États-Unis. La dévaluation du réal brésilien place aussi le pays dans une position de faiblesse. La situation est encore pire en Argentine, en récession depuis près de trois ans, et qui a dû emprunter d'urgence 40 milliards US au FMI pour éviter la faillite. Le nouveau ministre de l'Économie, Domingo Cavallo, celui-là même qui a aligné le peso argentin sur le dollar américain il y a dix ans, prépare maintenant un plan de convertibilité du peso basé sur une moyenne du dollar, de l'euro et du yen.

> Le fast-track : libre-échangiste convaincu, le président américain George W. Bush aura vraisemblablement le même problème que son prédécesseur Bill Clinton à obtenir du Congrès le fast-track, cette mesure spéciale permettant de négocier plus rapidement les traités de libre-échange. S'il devait y avoir un vote aujourd'hui, le score au Congrès tournerait autour de 50-50, avancent quelques observateurs. À Québec, le président Bush sera confronté aux petits pays et aux partenaires du Mercosur, qui soupçonnent les puissants États-Unis de vouloir « bulldozer » leur économie.

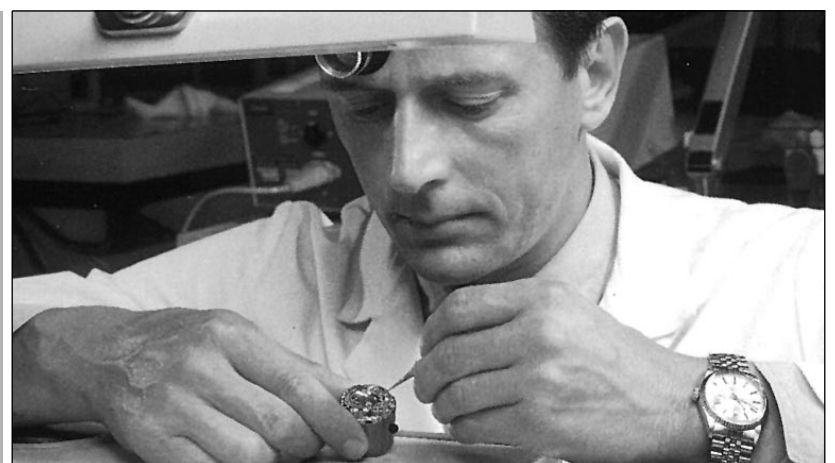
> L'environnement et les droits

des travailleurs : doit-on lier l'entrée d'un pays dans la ZLEA au respect de normes minimales en matière d'environnement et de droits des travailleurs ? Les groupes sociaux, notamment les syndicats, affirment que oui ; les États-Unis et le Canada pensent au contraire que ces deux secteurs devraient faire l'objet d'ententes distinctes et non contraignantes. Le sujet sera chaudement débattu à Québec.

> La protection des investissements : autre sujet chaud à Québec, le fameux chapitre 11 de l'ALENA permet à des entreprises de poursuivre des gouvernements si elles jugent que leurs lois sont inéquitables et déloyales. Une entreprise américaine, par exemple, qui investit au Canada peut ainsi (et certaines l'ont déjà fait) poursuivre le gouvernement canadien à cause d'un règlement fiscal ou environnemental. Principal cheval de bataille des syndicats, mais aussi, et ça se comprend, des entreprises. Le milieu des affaires canadien, qui veut la reproduction du chapitre 11 dans la ZLEA, promet de talonner Ottawa pour y arriver.

Enfin, il restera aussi à faire une véritable place aux groupes de la « société civile », qui ne se contenteront pas de la promesse de publication des textes de négociation.

On verra, à Québec, l'ampleur du mouvement d'opposition à la Zone de libre-échange des Amériques.





ROLEX

S E R V I C E

POUR LE BON FONCTIONNEMENT
DE VOTRE ROLEX, NOUS VOUS CONSEILLONS
D'EFFECTUER UNE RÉVISION COMPLÈTE
TOUS LES CINQ ANS



CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978

Pour la vente et le service Rolex

2020 rue de la Montagne • 845-4651

ACTUALITÉS



Photos BERNARD BRAULT, La Presse ©

Le candidat indépendant Paul Cliche semblait songeur, hier, devant la photo de Gérald Godin, de qui il admet s'inspirer. Quant à eux, Louise Harel et Gilles Baril sont venus prêter main forte au candidat péquiste Claudel Toussaint (au centre).

C'est jour d'élection dans Mercier

MARIE-CLAUDE LORTIE

LES ÉLECTEURS indécis du comté de Mercier n'ont pas dû passer un dimanche très relax hier.

Avec l'élection partielle qui a lieu aujourd'hui, les équipes des partis se sont en effet livrées à des blitz de porte-à-porte et de coups de téléphone, histoire de secouer un peu les résidants, surtout les électeurs indécis, et de les convaincre de se rendre au moins aux urnes, sinon de voter pour elles.

Dans le camp péquiste, où on reconnaît que la partie n'est pas gagnée d'avance (d'ailleurs, la nervosité y était palpable hier), on a dépêché pas moins de cinq ministres, Louise Harel, Richard Legendre, André Boisclair, Gilles Baril et David Cliche, pour venir prêter main-forte au candidat Claudel Toussaint durant la journée d'hier en faisant du porte-à-porte.

Hier matin, Mme Harel a appelé les électeurs à poser un geste historique, en donnant « au projet souverainiste un nouveau porte-parole membre d'une communauté culturelle et d'une minorité visible ».

Mme Harel s'est dit confiante de voir de bons résultats aux urnes aujourd'hui. « Les sondages montrent que le taux de satisfaction à l'endroit du gouvernement est élevé. Cela devrait se refléter dans le vote », a-t-elle déclaré.

Durant la campagne, les ministres et les députés n'ont cessé de défiler dans le comté, qui vote massivement pour le PQ depuis 1976 mais qui pourrait maintenant passer du côté libéral si les péquistes boudent les urnes et si le candidat

indépendantiste et de gauche Paul Cliche réussit à aller rogner une partie appréciable des appuis péquistes.

Pendant la campagne, le tiers du caucus péquiste est passé dans le comté pour aider M. Toussaint, qui a eu une campagne haute en rebondissement.

M. Toussaint a gagné l'investiture péquiste au premier tour (mais de justesse), après être entré dans la course dans la foulée de l'affaire Michaud. Plusieurs commentateurs ont dit, à ce moment-là, que cet ancien attaché politique de l'ex-député du comté et ex-ministre Robert Perreault était placé là par la direction du parti pour redorer l'image du PQ auprès des communautés culturelles. M. Toussaint est d'origine haïtienne. Et l'affaire Michaud fait référence à l'épisode où un autre candidat potentiel à l'investiture dans Mercier, Yves Michaud, a fait des déclarations à l'endroit de la communauté juive qui lui ont valu un blâme de l'Assemblée nationale.

La campagne de M. Toussaint a ensuite été marquée par certaines révélations sur son passé : une faille personnelle et des accusations de violence conjugale déposées par son ex-épouse puis retirées.

Mais hier, même Pierre Falardeau, le cinéaste, est allé prêter main-forte à M. Toussaint, convaincu qu'il est l'homme de la situation. M. Falardeau a expliqué qu'à son avis, il valait mieux voter pour le PQ que pour Paul Cliche, le candidat souverainiste de gauche qui se présente sous la bannière progressiste. « Dire qu'on est de



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

La candidate libérale Nathalie Rochefort a mis le paquet hier, elle qui espère tirer profit de la division des votes entre les candidats souverainistes Claudel Toussaint et Paul Cliche.

gauche ne rend pas intelligent », a-t-il lancé, avant d'ajouter qu'à son avis, le programme de M. Cliche est trop basé sur des concepts des années 70, tout comme celui de Jean Charest, a ajouté le cinéaste.

M. Cliche, lui, trouve qu'il est plutôt le plus moderne des candidats parce qu'il est sur la même longueur d'ondes que le mouvement antimondialisation, un mouvement en pleine croissance chez les jeunes et sur les campus.

M. Cliche hier faisait lui aussi un blitz final, en se concentrant sur les rues passantes du quartier. Il a dis-

tribué par exemple des cartes rue Mont-Royal, près de Papineau, hier midi, où une proportion notable d'électeurs promettaient de voter pour lui. « Ici, ça va bien, a commenté le candidat. Dans la rue Laurier, là où habite la petite bourgeoisie péquiste, c'est plus difficile. » Aux gens qui répondaient à M. Cliche qu'ils aimeraient bien voter pour lui mais que cela risquait de diviser le vote, celui-ci répondait en souriant : « Mais non, c'est Claudel Toussaint qui divise le vote ! »

Du côté libéral, on a mis le pa-

quet hier, parce qu'on espère justement tirer grand profit de cette division du vote. Le leader libéral Jean Charest est venu encourager les militants du comté hier matin, dans un local électoral bondé où il y avait notamment une dizaine de députés venus prêter main-forte. Puis, les équipes sont parties sur le terrain, faire du porte-à-porte, a expliqué le directeur de campagne, George Boudreau. Une trentaine de personnes se sont aussi installées au téléphone.

M. Boudreau dit qu'il y aura entre 250 et 300 personnes aujourd'hui au local de comté, sur le terrain, dans les bureaux d'élection, « pour aller chercher les votes un par un ».

En tout, neuf candidats se présentent aux élections d'aujourd'hui. Il y a évidemment un candidat de l'Action démocratique, qui veut aller chercher le vote des jeunes de 18 à 34 ans. « Eux, on leur court après », confiait récemment le candidat André Larocque. Il y a aussi une candidate vietnamienne indépendante Man Yee Cheung, un membre du Bloc Pot, Pierre Audette, Régent Millette et Charles Robidoux, deux indépendants, et un membre de la Ligue communiste, Michel Prairie. Le Parti communiste du Québec est membre de la coalition progressiste qui est derrière Paul Cliche mais la Ligue communiste, qui trouvait le projet de l'équipe Cliche pas assez marxiste, est restée indépendante. M. Prairie avouait hier qu'il ne pense pas aller chercher beaucoup de votes, mais il entendait quand même se rendre en fin d'après-midi à un rallye de travailleurs pour clore sa campagne.

Richard Desjardins rentre de Toulouse pour sa forêt

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale

ROUYN-NORANDA — On lui doit déjà un film, *L'Erreur boréale*, d'innombrables entrevues à la radio et à la télé et même un monologue sadénonçant les conséquences de la surexploitation de la forêt boréale. Voilà que le chanteur poète Richard Desjardins récidive en préparant un portrait de la forêt d'Abitibi-Témiscamingue plus juste, selon lui, que ceux offerts par les compagnies forestières et le gouvernement.

C'est que pour Desjardins, le temps presse. On doit bûcher l'hiver prochain en plein coeur de son espace vital, cette forêt autour de Rouyn-Noranda, qu'il défend bec et ongles depuis des années.

Pas du tout désarmé par sa semi-sabotage française, Richard Desjardins est rentré de Toulouse en fin de semaine pour participer, samedi, à la première assemblée générale de l'Action boréale, cet organisme qu'il préside assisté d'Henri Jacob, un écologiste militant abitibien et de sa soeur, l'auteure Louise Desjardins.

L'Action boréale réclame un moratoire sur les coupes de bois autour de Rouyn-Noranda et a d'ores et déjà réuni plus de 4000 signatures déplorant la décision de l'entreprise Norbor de La Sarre d'entreprendre l'hiver prochain des travaux dans ce secteur.

Il s'agit d'un territoire boisé aux portes de Rouyn-Noranda, relativement protégé jusqu'à aujourd'hui et pour lequel Norbor détient un CAAF (contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier).

Un territoire de 250 kilomètres carrés que Richard Desjardins connaît bien puisque, comme quelques centaines d'autres Abitibiens, sa famille y possède un chalet depuis des décennies.

« Le territoire un peu surélevé par rapport à la région, abrite une série de petits lacs

(Gendron, Doreen, Vaudray et Johannès), produisant leur propre eau et jamais touchés par le déversement de résidus miniers... fait assez rare ici ! » plaidait Richard Desjardins, dès 1998, dans une lettre au ministre Guy Chevrette.

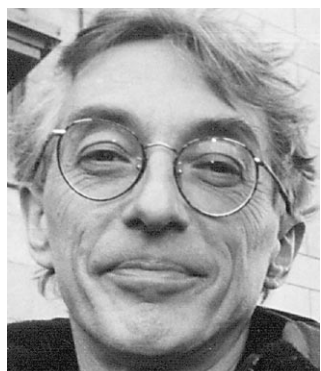
« Cet écosystème constitue, en y ajoutant sa grande variété florale et faunique, une miniaturisation de la grande forêt boréale. »

Ces affirmations de Desjardins reposent sur une étude exhaustive du Bureau d'étude sur les substances toxiques (BEST) qui constatait au début des années 1980 que les plans d'eau totalement épargnés par la pollution minière sont rarissimes dans les environs de Rouyn-Noranda.

Cette forêt souvent centenaire d'épinettes noires et de pins gris abrite aussi un centre éducatif forestier et constitue, compte tenu de sa proximité de Rouyn-Noranda, un potentiel touristique indéniable, comme le reconnaissent, dès 1994, les maires des municipalités environnantes.

Desjardins avait alors réussi une première fois à contrecarrer des travaux de coupe dans ce secteur. Constatant que le pire venait d'être évité, le maire de Granada à l'époque, Jean-Claude Beauchemin, précisait : « Il y a des mentalités à faire évoluer, particulièrement du côté de l'État. Il faut imposer que la forêt, ça n'est pas seulement couper des arbres, mais qu'existe aussi un aspect qualité de vie ! » Depuis quelques semaines, monsieur Beauchemin est conseiller particulier du premier ministre Bernard Landry pour les questions régionales.

L'Action boréale milite pour l'inclusion de cette forêt dans le cadre du plan des aires protégées que Québec est à mettre au point. L'organisme fait valoir que parmi la soixantaine de sites écologiques actuellement protégés au Québec, aucun ne se trouve en forêt boréale.



Photothèque La Presse ©

Richard Desjardins



TOUJOURS PLUS LOIN.

219\$ PAR MOIS, location 48 mois*

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Compte seulement **855 \$**

CLIMATISEUR

AM/FM/CD

PNEUS TOUTES SAISONS 14 PO

PARE-BOUE AVANT ET ARRIÈRE

PARE-CHOCX COULEUR CARROSSERIE

DOSSIER ARRIÈRE RABATTABLE 60/40

MOTEUR 1.8 L DE 126 CHEVAUX

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

ACOMPTE	MENSUALITÉ
1995 \$	199 \$
1495 \$	209 \$
855 \$	219 \$
0 \$	239 \$

ACCÉDEZ AU POUVOIR

SENTRA

2,8%*** FINANCEMENT À L'ACHAT



*Location de 48 mois pour la Sentra XE - Option Plus+ (C4LG51 BK10). Acompte ou échange équivalent de 855\$ Limite de 19500 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (Toutes taxes incluses) reçue à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement à partir de 2,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. www.nissancanada.com 1 800 387-0122

Un hispanophone pourrait devenir maire de Los Angeles

Agence France-Presse

LOS ANGELES — Pour la première fois depuis 1872, un hispanophone pourrait remporter la mairie de Los Angeles, mégapole californienne dont plus de la moitié de la population est aujourd'hui d'origine latino-américaine.

Le premier tour des élections municipales a lieu demain, et six candidats s'y présentent, pour succéder au républicain Richard Riordan.

Parmi eux, les deux favoris sont les démocrates Antonio Villaraigosa, ancien président de l'assemblée de Californie, d'origine mexicaine, et James K. Hahn, procureur de la ville. Aucun des deux ne semble cependant en mesure d'emporter les 50 % des votes nécessaires pour être élu au premier tour et un second tour devrait donc être organisé le 5 juin.

Selon un récent sondage de *Los Angeles Times*, M. Hahn recueillerait 24 % des voix à l'issue du premier tour, contre 20 % à M. Villaraigosa. Le même sondage réalisé il y a un mois donnait 12 % d'intentions de vote au candidat hispanophone, et 24 % au procureur de la ville.

Un autre sondage du plus important quotidien hispanophone des États-Unis, *La Opinion*, donne Villaraigosa en tête avec 23 % contre 20 % à Hahn.

James K. Hahn est le fils de Kenny Hahn, un politicien blanc qui a défendu les intérêts pendant plus de 40 ans d'une circonscription noire américaine. Il semblait encore récemment avoir toutes les chances de l'emporter. Mais l'aura d'Antonio Villaraigosa, fils d'un immigré mexicain et d'une mère d'origine mexicaine, a grandi au cours des dernières semaines.

« Ma candidature est à l'image des opportunités formidables que nous pouvons tous avoir dans cette ville », a estimé récemment Villaraigosa. « Chaque communauté mérite un accès égal à tous les services publics », a-t-il ajouté.

Sa campagne électorale s'est appuyée sur plusieurs secteurs de la population, dont outre l'électorat latino-américain, les groupes féministes, les écologistes et une bonne partie de la jeunesse.

Les experts politiques s'attendent à une participation record des hispanophones, qui

représentent aujourd'hui plus de 50 % de la population de Los Angeles mais n'ont jamais représenté plus de 15 % des votants dans un scrutin municipal.

Demain, ils pourraient représenter entre 20 et 24 % des votants, en raison d'un nombre de plus en plus important de latino-américains ayant acquis la nationalité américaine, et de l'attrait représenté par le fait qu'outre M. Villaraigosa, un autre candidat hispanique est en lice.

« Personne n'aurait imaginé il y a dix ans que deux candidats latinos-américains pourraient être de vrais prétendants à ce poste de maire », relève Arturo Vargas, président de l'Association nationale des fonctionnaires latinos (NALEO).

« Ceci est une preuve de la formidable maturité politique que nous avons gagnée ces dernières années », ajoute-t-il.

S'ils n'optent pas au final pour Antonio Villaraigosa, les électeurs de Los Angeles peuvent faire entrer cette élection dans l'histoire de plusieurs manières : en choisissant leur première femme maire (Kathleen Connell), leur premier maire juif (Steve Soboroff), ou leur premier maire homosexuel (Joel Wachs).

« Le deuxième tour sera féroce », prédit l'experte politique Sherry Bebitch-Jeffe.

Le gagnant sera confronté à des problèmes à la taille de la mégapole, qu'il s'agisse de la corruption policière, des faiblesses du transport public ou de la nécessité de construire plus d'écoles pour faire face à l'explosion démographique.

Eddie Melo: sa veuve soupçonne plusieurs personnes

Presse Canadienne

TORONTO — Tandis que la police poursuivait son enquête hier en rapport avec l'assassinat de l'ex-boxeur Eddie Melo, sa veuve déclarait que ses soupçons pouvaient se porter sur plusieurs personnes.

« Je l'ai entendu fulminer contre plus d'une personne », a déclaré Rhonda Sullivan, qui était l'épouse de Melo depuis six ans.

« J'ai plusieurs personnes en tête. Mes soupçons pourraient se porter sur bien du monde, croyez-moi. »

Mme Sullivan dit avoir reçu un coup de téléphone de sa soeur quelques minutes seulement après que Melo eut été abattu dans un stationnement, vendredi soir, l'informant de la mort de son mari.

Leur cousin se trouvait dans le même centre commercial situé à Mississauga, à l'ouest de Toronto, où l'assassin a ouvert le feu sur Melo et Joao Pavao, les tuant tous les deux.

L'assassin s'est par la suite emparé d'une voiture afin d'assurer sa fuite.

L'automobile a été retrouvée dans le stationnement d'un autre centre commercial et se trouve maintenant au quartier général de la police provinciale de l'Ontario, à Orillia.

Une autopsie a été effectuée hier sur la dépouille de Melo.

L'ex-boxeur aurait été relié au crime organisé et devait beaucoup d'argent, semble-t-il.

Mme Sullivan affirme que Melo était à l'emploi d'une firme de courtage de Toronto.

LACURA LAVAL
2500, boul. Chomedey, Laval
Intersection de la 440, voisin Carrefour Laval (450) **682-4050**
*Transport et préparation en sus. 950\$ photo indicative seulement Taxes, immatriculation en sus.

Acura 3.2 TL 2001 P.D.S.F. 36 000\$*
225ch.
Incluant: Climatiser Moteur V6 VTEC de 225ch. Boite SportShift séquentiel Sièges chauffants en cuir Chaine sonore Bose avec lecteur CD Coussins gonflables avant et latéraux (SRS) Phares haute intensité (HID). Et beaucoup plus...

L'ATTRAIT DE L'ÉTÉ CHEZ pie IX

Caravan SE
Bien équipée
• Ventilation
• Climatisation
• Intermédiaire inclus
349\$ /mois*

PT CRUISER
• Glaces électriques
• Glaces teintées
• et plus
429\$ /mois* et 429\$ comptant*

Grand Caravan Sport
Bien équipée
• Freins ABS
399\$ /mois*


Sebring
Bien équipée
• V6
• 2.7 litres
• 200 c.v.
339\$ /mois*

Climatiseur inclus dans tous les modèles

Comptant

Venez voir le tout nouveau Grand Cherokee Ltd
60^e anniversaire
Tout équipé
• V8
• Toit ouvrant
• Intérieur 2 tons
• Mags 17 po • Prowler
Quantité limitée

Visitez notre nouveau site WEB et laissez-nous vos commentaires.
www.pieixchrysler2000.com
(514) **327-9000**
9350, boul. Pie-IX, Montréal (Nord de Métropolitain)
Aussi le meilleur taux horaire pour atelier mécanique 49 \$/heure pour toutes les marques



Indispensable ?

jobbboom.com

Vous pourrez toujours dire non.

L'anonymat de Monsieur Untel



**NATHALIE PETROWSKI
RENCONTRE
JEAN-PAUL DESBIENS**

Le 17 novembre 1996, Jean-Paul Desbiens, alias le frère Untel, a été invité au Salon du livre de Montréal. Comme il habite dans la région de Québec et qu'il n'a pas de voiture, il a pris l'autobus. À son arrivée au Salon, on l'a installé dans ce qu'il appelle une cage à signature pour qu'il signe les livres achetés par ses éventuels lecteurs. Il y a 40 ans, lors de la parution des *Insolences du frère Untel* qui s'est vendu à plus de 130 000 exemplaires (un record québécois rarement égalé), des milliers de lecteurs auraient sans doute fait la queue pendant des heures et peut-être des jours, pour serrer la pince à celui que les uns qualifient de héros de la Révolution tranquille et les autres, d'accident historique.

Mais ce matin-là, les années 60 d'Untel superstar étaient loin. De 11 heures à midi dans sa cage d'écrivain domestiqué, Monsieur Untel, renvoyé à l'anonymat le plus complet, n'a signé qu'un seul exemplaire des *Années novembre*. Un seul.

Six heures d'autobus et une seule signature! ronchonne-t-il dans une lettre à l'écrivain Jean O'Neil, faisant partie d'une correspondance qui a duré sept ans et qui vient tout juste d'être publiée chez Libre Expression, sous le titre *Entre-Jean*.

Depuis ce jour, à toutes les fois que Monsieur Untel vient à Montréal, il prévient ses éditeurs. Faites-moi pas faire six heures d'autobus pour une seule entrevue! Le jour de notre rencontre, la semaine dernière, sa cote était visiblement à la hausse puisque que pour six heures d'autobus, il allait faire au moins trois entrevues dont la mienne, pour mousser les ventes de son recueil épistolaire avec Jean O'Neil.

Avant d'entamer cette correspondance, les deux hommes qu'une bonne décennie sépare, ne se connaissent ni « des lèvres ni des dents ». La première lettre datée du 8 février 1993 est de Jean-Paul Desbiens, qui venait de lire un extrait de *Promenades et tombeaux* de O'Neil dans *La Presse* et voulant tout simplement lui exprimer son admiration. Ce dernier lui répondit le 12 février que l'admiration était réciproque.

« J'avais déjà quitté *La Presse* quand vous y êtes entré, écrit O'Neil, et personne ne vous comprenait mieux que moi quand vous en êtes sorti, mais j'adorais vos éditoriaux et je n'oublierai jamais *On*

n'est pas des boeufs pour chier en marchant qui n'avait pas paru dans la seconde édition de *La Grosse*. »

Suivit un échange qui dura sept ans, transita par Postes Canada plutôt que par Internet et ne fut marqué que par deux ou trois rencontres et quelques coups de téléphone. Comme l'écrit Desbiens, « cette correspondance entre deux écrivains est assez comparable à la rencontre de deux navires qui naviguent l'un vers l'autre tous *fards* éteints, prenant soin cependant de se saluer de la sirène. »

N'ayant jamais rencontré Jean-Paul Desbiens, même tous *fards*

éteints la nuit, n'ayant pas vraiment fréquenté ses livres pourtant fameux, ne sachant pas grand-chose de lui sinon qu'il fut un des précurseurs de la Révolution tranquille, un des penseurs de la réforme de l'éducation et l'inventeur des cégeps (et de leur acronyme) dont je suis pourtant un produit, j'ignorais qui j'allais retrouver dans le salon-solarium des Éditions Libre Expression.

En même temps, une construction mentale persistante me portait à l'imaginer comme un petit vieux mal commode, rabougri et bougonneux, portant une soutane usée, sentant le camphre et la vieille morale chrétienne.

Aussi fus-je parfaitement étonnée de voir arriver un grand Jack de plus de six pieds, alerte, vigoureux, un athlète quoi, habillé sobrement mais soigneusement, comme on s'habille pour aller à la messe ou pour sortir en ville. Sitôt assis, le grand Jack tendit une main vers son paquet de Rothman's bleues en lâchant un cri de victoire à la vue du cendrier.

Pendant deux heures, il fuma à la chaîne, sans gloire, avec un brin de culpabilité, mais pas assez pour freiner une compulsion qui l'habite depuis exactement quarante-deux ans.

Jean-Paul Desbiens a commencé à fumer à l'âge tardif de 32 ans, après avoir vaincu la tuberculose. Pour aucune considération d'ordre social, physique,

politique ou moral, n'a-t-il arrêté depuis, fumant bon an, mal an, un paquet par jour, sans se vanter mais sans s'excuser non plus.

À 74 ans, il demeure ce qu'il a toujours été : un frère mariste (de la Société de Marie) vivant en communauté, doublé d'un fédéraliste pur et dur, triplé d'un penseur-moralisateur de droite (contre l'avortement, les syndicats, l'ordination des femmes, le féminisme etc.), bref un personnage suspect pour l'intelligentsia québécoise.

Reste que la semaine dernière, le suspect m'est d'abord apparu comme un monsieur affable mais timide, mal à l'aise socialement et sans doute d'avantage avec les femmes, mais jamais au point d'être



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

« Je me lève tous les matins à cinq heures moins le quart, raconte Jean-Paul Desbiens. Je prends un café puis je fais une promenade d'au moins une demi-heure. S'il pleut, je marche sous la galerie. Puis je fais mes dévotions. Elles sont obligatoires. »

con, hautain ou méprisant.

Je pourrais ajouter que Jean-Paul Desbiens m'est apparu comme un homme d'une autre époque, mais la réalité est qu'il est plutôt d'un autre monde, voire d'une autre planète. Il l'a toujours été.

Né au début du siècle au fin fond du Saguenay, à Métabetchouan, deuxième des cinq enfants d'Alberta Bouchard et d'Adélard Desbiens, un bûcheron et journalier, il a été recueilli (et sauvé de la pauvreté) dès l'âge de 14 ans par les maristes. De l'adolescence jusqu'à maintenant, c'est-à-dire pendant soixante ans, il aura vécu en communauté avec des hommes. Rien que des hommes. Cela n'en fait pas un homosexuel pour autant. Ni au demeurant, une lesbienne comme il le souligne lui-même cocassement dans une lettre à O'Neil.

« Jean Larose arrive tout juste de deux années sabbatiques en France, écrit-il. Aux frais de qui? Pourquoi ne suis-je pas lesbienne, ou ne suis-je pas été (sic) professeur d'université? J'ai beau être environ un frère, je ne suis même pas homo. »

Retraité de l'enseignement depuis 1991, le frère-même-pas-homo vit en pension avec deux autres maristes dans une aile du collège Notre-Dame-de-Foy à Saint-Augustin-de-Desmaures. Il y a sa chambre, son vaste bureau et ses habitudes de vieux garçon ou de vieux frère. C'est selon.

« Je me lève tous les matins à cinq heures moins le quart, raconte-t-il. Je prends un café puis je fais une promenade d'au moins une demi-heure. S'il pleut, je marche sous la galerie. Puis je fais mes dévotions. Elles sont obligatoires. Je déjeune et commence alors ma jour-

née de lecture et d'écriture dans mon bureau qui a une vue sur la plaine et sur le fleuve. On ne peut pas dire que je sois à plaindre. »

Malgré cette vie somme toute pépère et privilégiée, cette vie de réclusion volontaire d'où le gin et les amis ne sont pas exclus, on a l'impression que le frère s'emmerde. Il avoue d'ailleurs dans une lettre à O'Neil qu'il se sent seul et souvent, de trop.

De vive voix pourtant, l'aveu accouche difficilement.

« Me sentir de trop? Oui, c'est vrai, je l'ai écrit. C'est un peu maladif chez moi dans la mesure où je n'ai pas été mis au ban de la société, je ne suis pas isolé, j'ai des amis, pas des masses, mais j'en ai. Je ne suis pas seul mais des fois, je me sens inutile, oui, des fois ça me traverse l'esprit. Je ressens comme une tristesse, mais bon, y'a pas de quoi en faire un plat. »

Jean O'Neil estime que son ami épistolaire souffre de sa marginalisation au sein de la société québécoise. Tout comme il souffre de voir ce que le Québec est devenu : pas seulement le Québec des civils mais aussi celui des communautés religieuses, dispersées, décimées, accablées par des scandales sexuels qui n'en finissent plus d'être révélés.

« Sa foi profonde l'empêche

d'être amer, mais pour le reste, c'est un homme qui a vu tous ses idéaux, tout ce en quoi il croyait, s'effondrer » raconte O'Neil.

Une chose est certaine, malgré sa réputation de vieux réactionnaire, Untel ne semble pas se parfumer à l'amertume ni à la rancoeur. Il déclare ne souhaiter de mal à aucun homme qu'il s'appelle Milosevic, Pinochet ou Maurice Papon.

« Ils sont trop vieux pour faire du mal ; alors, qu'on les lâche dans la nature et qu'on les laisse s'arranger avec leurs propres malheurs », s'écrie-t-il.

Plusieurs de ses amis, affirme-t-il, sont agnostiques ou athées. Ça ne le dérange aucunement. À l'entendre, rien ne le dérange, sauf la MEUSIQUE. Le gros rock qui tache et qui crache : son châtiment.

Pensionnaire dans un collège dont il fut longtemps le directeur général, vivant avec un budget personnel annuel de sept mille dollars dont la moitié vont sans doute à ses cigarettes, il avoue un seul péché dont il voudrait se désencombrer l'esprit : l'actualité.

Il l'écrit dans une lettre à O'Neil, affirmant que même s'il sait que les médias, la télévision surtout, nous entretiennent dans le mensonge et la dérision, il ne réussit pourtant pas à se « désengluier » de l'actualité.

Aussi est-il abonné au *Soleil*, au *Devoir* et à *La Presse* du samedi, surtout pour le *Cahier Plus*.

« Y'a du stock là-dedans, madame. C'est une mine d'informations. Je le lis de la première à la dernière page. Pour le prix, toute cette information, c'est donné. »

Au bout de deux heures, alors que je n'aurais pas vraiment réussi à lui arracher grande confession, l'homme étant finalement plutôt réservé, il prendra un air presque gêné pour me demander s'il peut me poser une question à laquelle je ne suis pas obligée de répondre.

L'espace d'une seconde, toutes sortes de pensées folles m'ont traversé l'esprit. Allait-il me demander si j'étais croyante? Fédéraliste? Anarchiste? Féministe?

Ce n'était rien de tout cela. Le frère Untel voulait tout simplement savoir ce que j'avais pensé de son bouquin. Il n'y avait pas que de

la curiosité dans sa question. Il y avait l'espoir que contrairement aux sept autres bouquins qu'il a écrits et publiés depuis sa retraite, celui-là ne sombrerait comme les autres dans l'indifférence et l'anonymat. L'espoir aussi, que cette amusante correspondance entre deux écrivains solitaires et marginaux, et ne soit pas inutile. Ou pour paraphraser l'auteur : ne soit pas de trop.

N'étant pas devineresse et n'ayant lu que la moitié d'un bouquin que je me promets de terminer pour le plaisir de visiter une autre planète, je n'ai pas su quoi répondre sinon que pour l'instant, seul Dieu pouvait en juger.

Même s'il sait que les médias nous entretiennent dans le mensonge, il ne réussit pas à se « désengluier » de l'actualité.



À seulement 699 \$ par mois, s'agit-il encore d'une voiture de rêve ?

► LA CLASSE E. À PARTIR DE 67990\$*

Ce qui suit risque de briser certains rêves de longue date, mais permettra aussi à tant d'autres de devenir réalité. Sachez que la Mercedes-Benz la plus prisée au monde, la Berline E320, est aussi indissociable du terme « valeur

hors pair » que du mot « automobile ».

► En effet, une analyse exhaustive des coûts de possession (financement, entretien, dépréciation et autres) de 800 véhicules a récemment été menée par *IntelliChoice*, et c'est la E320 2001 qui a été nommée « Meilleure valeur auto-

mobile hors tout de plus de 22 500 \$ ».

En d'autres mots, il revient moins cher d'acheter et de faire entretenir la E320 que d'autres voitures de prix semblable.

► À ce rapport prix/valeur gagnant s'ajoute un taux de location qui rend la E320 plus irrésistible que jamais. Alors

si vous avez toujours rêvé de posséder la voiture la plus attrayante, la plus sécuritaire, la plus confortable, la plus luxueuse et la plus dispendieuse qui soit... eh bien, 4 sur 5, c'est un score tout à fait honorable! Pour connaître l'adresse du concessionnaire le plus

proche, composez le 1 800 387-0100 ou rendez-vous à www.mercedes-benz.ca.



Mercedes-Benz
L'avenir de l'automobile

Entrez dans l'univers Mercedes-Benz avec les articles griffés du catalogue *La Collection* en visitant www.mercedes-benz.ca

Offre de durée limitée, sur approbation de Mercedes-Benz Crédit Canada. Chez les concessionnaires participants seulement. Chiffres basés sur un bail de 24 mois à faible kilométrage pour une E320 2001 avec valeur de reprise fixe, taux d'intérêt annuel de 5,5 % et coût d'acquisition de 67 990 \$, transport non compris. À la signature du bail, le client s'engage à verser: un acompte de 10 000 \$ (ou reprise équivalente), la première mensualité de 699 \$, un dépôt de garantie remboursable correspondant à environ un mois de location, les frais de transport et de préparation, les taxes en vigueur, et les frais d'enregistrement et d'immatriculation. Le client accepte de faire 24 versements égaux de 699 \$, plus taxes, représentant un total de 16 776 \$ plus les frais d'enregistrement et les taxes en vigueur. Les frais d'assurance, d'entretien et de réparation sont à la charge du client. [Pour le Québec, voir en page 1 du contrat de bail pour plus de détails sur les termes et conditions.] Si le client décide de ne pas acheter le véhicule en fin de bail, il s'engage à rendre ledit véhicule au concessionnaire et est responsable pour tout kilométrage au-delà de 36 000 kilomètres, au coût de 20 ¢ le km, ainsi que, le cas échéant, pour tout excès d'usure et d'utilisation. [Pour le Québec, voir en page 2 du contrat de bail pour plus de détails sur les degrés d'utilisation courants et les coûts entraînés au-delà de la normale.] Le client a l'option d'acheter le véhicule en fin de bail pour la somme de 46 913 \$, plus les frais et les taxes en vigueur, sauf au Manitoba où l'option d'achat n'est pas possible. Les accessoires en option sont en sus. Le concessionnaire peut offrir un prix de location moindre. Détails complets auprès du concessionnaire. *P.D.S.F. de la E320 2001. © Mercedes-Benz Canada Inc., 2001, Toronto, Ont. Une Compagnie DaimlerChrysler

L'Alliance tente de faire oublier le recours à un espion

Presse Canadienne

OTTAWA — L'espionnage politique n'est certes pas aussi fréquent ici qu'aux États-Unis, mais les Canadiens risquent de se montrer plutôt tolérants envers l'Alliance canadienne, compte tenu de l'arrogance soutenue du gouvernement libéral, estime un politologue de l'Université d'Ottawa.

Le gouvernement et d'autres partis d'opposition ont accusé l'Alliance de faire de la « petite » politique après que Stockwell Day eut d'abord admis avoir rencontré un agent secret qui a raconté au *Globe and Mail* avoir touché 6500 \$ pour « déterrer » des renseignements susceptibles de faire mal aux libéraux.

M. Day a nié avoir embauché l'homme décrit comme un ex-agent du département américain de la Justice.

Hier, par contre, M. Day a émis un communiqué pour dire qu'il avait fait erreur et que jamais il n'avait rencontré cet ex-agent.

« Quand j'ai lu l'article du *Globe*, juste avant d'accorder une entrevue à ce sujet, j'ai cru par erreur que cet individu pouvait être l'une des nombreuses personnes que des députés de l'Alliance me présentent, sur une base quotidienne », commence le communiqué.

Toutefois, après avoir parlé avec mon personnel et consulté mon emploi du temps, je peux affirmer n'avoir jamais rencontré cet individu, poursuit le communiqué.

Mais, pour le politologue François-Pierre Gingras, « politiquement, (le chef de l'Alliance) Stockwell Day se trouve dans une situation délicate. Mais il pourrait bénéficier d'une certaine indulgence, car la population trouve elle aussi que le premier ministre (Jean Chrétien) et son équipe manifestent une grande arrogance ».

Selon M. Gingras, les recherches menées par les conservateurs — en dépit de leurs maigres ressources — sur la vente de l'Auberge Grand-Mère, dont M. Chrétien fut coactionnaire, semblent plus fructueuses que celles de l'Alliance.

« Je ne pense pas que les Canadiens considèrent actuellement l'Alliance comme une bonne opposition, dit le politologue. On peut facilement comprendre que certains députés du parti tentent chacun de leur côté de débusquer quelque chose qui leur redonne leur visibilité. »

Stockwell Day a dit samedi avoir fait enquête au sujet d'une allégation selon laquelle l'homme aurait reçu une somme de 6500 \$ à titre d'essai, avec la promesse d'un emploi à plein temps s'il parvenait à en savoir plus long sur le gouvernement libéral de M. Chrétien.

« J'ai vérifié, et il semble que ça ne se soit jamais produit, a-t-il déclaré. M. Chrétien nous donne déjà assez de matière pour prouver qu'il a été en conflit d'intérêts, a-t-il déclaré. Et cela se fait très facilement, sans qu'il soit nécessaire d'engager quelqu'un. »

M. Day a aussi affirmé qu'il n'était nullement au courant des démêlés de l'agent secret avec la police. L'homme a déjà été arrêté pour viol de domicile et aurait été soupçonné d'une fraude d'assurance par la GRC. Les accusations pour la fraude ont cependant été retirées. L'individu, en raison de ses activités passées aux États-Unis et de ses liens avec les motards criminels ontariens et québécois, a reçu plusieurs menaces de mort, c'est pourquoi le *Globe* a refusé de publier son nom, ne voulant pas mettre sa vie en danger.

Le Canada, paradis des drogues-maison

Presse Canadienne

VANCOUVER — Le Canada est en train de devenir un havre pour les fabricants de drogues « designer » comme l'ecstasy. C'est que le pays ne dispose pas des lois qui permettraient de contrôler la vente des ingrédients chimiques entrant dans la composition de ces drogues, conclut un rapport interne de la Gendarmerie royale du Canada.

Dans le cas de certaines drogues comme les métamphétamines, populaires dans l'ouest du pays, on peut se procurer tous les ingrédients requis dans des commerces comme Canadian Tire ou Home Depot, sans même avoir besoin de connaître la chimie, affirme le caporal Scott Rintoul, de la section de la lutte anti-drogue de la GRC à Vancouver. Ce sont des produits que nous utilisons à tous les jours, souligne-t-il.

On peut trouver des recettes sur Internet, et l'absence de réglementation sur la vente des produits chimiques au Canada permet aux trafiquants d'acheter ouvertement les ingrédients, selon une note du service de renseignement préparée pour la GRC en décembre dernier, et dont la *Presse Canadienne* a pris connaissance en invoquant la loi d'accès à l'information.

Les manufacturiers de drogues aux États-Unis profitent des lacunes des lois canadiennes, écrivent les auteurs du rapport. Dans certains cas, des groupes américains manufacturent les métamphétamines au Canada avant de retourner aux États-Unis avec le produit fini.

Aux États-Unis, les ingrédients chimiques requis pour fabriquer ces drogues-maison sont beaucoup plus strictement contrôlés, et on peut être accusé, alors qu'au Canada, on ne peut l'être, dit le caporal Rintoul.

ENQUÊTE

Suite de la page A1

agissant en vertu d'un mandat obtenu par les procureurs de la BDC devant la Cour supérieure, y ont saisi des documents que M. Beaudoin « n'aurait pas dû avoir en sa possession », soutient l'un des avocats de la Banque, Éric Simard.

Il s'agit de documents confidentiels qui concernent des clients de la BDC, y compris l'Auberge Grand-Mère. François Beaudoin a mentionné qu'il détenait ces documents le 16 mars dernier, lors d'un interrogatoire dans le cadre du litige qui l'oppose à la Banque.

C'est M. Beaudoin qui, l'automne dernier, a ramené sur le tapis l'affaire de l'Auberge Grand-Mère. Dans une poursuite qu'il a déposée en cour supérieure contre son ancien employeur, celui qui fut président de la BDC de 1993 à 1999 affirme que peu avant son départ, ses fonctions ont été « significativement réduites » parce qu'il a suggéré que la BDC rappelle le prêt de 615 000 \$ accordé pour l'Auberge Grand-Mère.

Or, le premier ministre Chrétien avait dû admettre, lors de la dernière campagne électorale, qu'il avait contacté François Beaudoin afin de l'inciter à accorder ce prêt, destiné à une auberge dans laquelle il a déjà eu des intérêts et qui appartient désormais à son ami et ancien associé Yvon Duhaime.

Depuis le début de l'année 1999, les partis d'opposition à la Chambre des communes allèguent que M. Chrétien est dans une situation apparente de conflit d'intérêts puisqu'il a déjà été copropriétaire du golf adjacent et que c'est grâce à son influence que M. Duhaime aurait eu droit à l'aide de la BDC, une société du gouvernement fédéral.

L'opposition soutient que M. Chrétien avait encore des intérêts dans le club de golf quand il est intervenu auprès de M. Beaudoin, et que le prêt accordé par la BDC a pu faire augmenter la valeur de ses actions, s'il les détenait encore. Il y a deux semaines, le conseiller en éthique, Howard Wilson, a rendu public le contrat de vente du golf, qui

prouve selon lui que M. Chrétien n'était plus actionnaire du club de golf au moment de son intervention auprès de François Beaudoin.

La perquisition de samedi chez M. Beaudoin faisait suite à la réception, au quotidien torontois *National Post*, la semaine dernière, de documents confidentiels de la BDC envoyés de façon anonyme. Le journal les a soumis aux dirigeants de la Banque pour avoir leurs commentaires. « Les avocats de la Banque nous ont affirmé que plusieurs documents sont légitimes, mais que l'un d'entre eux est forgé », a confié hier soir à *La Presse* l'éditeur adjoint du *Post*, Ken White. Le quotidien doit publier aujourd'hui le contenu des documents, ce qu'il devait initialement faire samedi.

Selon la requête déposée par les procureurs de la BDC devant le juge, la permission de perquisitionner a été accordée après que le *National Post* eut transmis à la BDC les documents qu'il a reçus.

« En obtenant un mandat de saisie sur cette base, la BDC laisse entendre que je pourrais être à l'origine de (ces) documents, a déclaré M. Beaudoin dans un communiqué diffusé hier soir. Or, je ne suis pas en possession du document dont il est question dans la lettre du *National Post* à la BDC du 6 avril. Je connais de ce document ce qu'en disent les lettres échangées entre le *National Post* et la BDC. (...) Je n'ai pas d'autre choix, dans ces circonstances, que de me joindre à ceux qui réclament une enquête publique, seul moyen de faire la lumière complète et de me défendre contre les doutes et les soupçons que de telles allégations font peser sur mon intégrité personnelle et professionnelle. »

Plusieurs observateurs croient que le témoignage de l'ancien président de la BDC dans le cadre d'une enquête indépendante pourrait contribuer à préciser le rôle qu'a joué le premier ministre Chrétien dans l'affaire de l'Auberge Grand-Mère.

La santé, au prix d'une cannette vide

SYLVAIN LAROCQUE

« Le budget Marois n'ajoute que 723 millions d'argent frais pour la santé. Une fois les déficits des hôpitaux épongés, ce qui représente une somme de 600 millions, que restera-t-il pour les sept millions de Québécois? L'équivalent de cinq sous par jour par personne, soit le prix d'une cannette vide », se sont indignés hier les représentants de trois coalitions qui prônent un réinvestissement massif en santé.

Ces coalitions croient que le gouvernement fait fausse route en affirmant que les problèmes du réseau ne sont pas qu'une question d'argent.

« Bien sûr que c'est une question d'argent », a lancé le Dr Paul Saha, porte-parole de la Coalition des médecins pour la justice sociale, lors d'une conférence de presse tenue hier après-midi.

« Je connais des patients qui sont cloués au lit et qui restent dans leurs selles parce qu'il manque de personnel pour les amener à la toilette », a relaté le Dr Saha.

« Le peu d'argent qui a été réinvesti ne changera rien aux listes d'attente et aux civières dans les salles d'urgences », a renchéri Marie Pelchat, porte-parole de la Coalition Solidarité Santé, qui regroupe tous les syndicats du milieu de la santé et des centaines d'organismes communautaires.

« Le budget consacre l'effritement du réseau de la santé, a poursuivi Mme Pelchat. Or le Québec est déjà au 9^e rang des provinces quant au financement des soins de santé. »

Les représentants des coalitions soutiennent que le gouvernement a amplement les moyens de remettre plus d'argent dans la santé. En prenant en compte l'augmentation récente des paiements de péréquation, l'accord sur la santé intervenu entre le fédéral et les provinces, le montant placé en fiducie à Toronto et les fruits de la croissance économique, les coalitions estiment que l'État québécois a une marge de manoeuvre de 4,6 milliards cette année. Là-dessus, elles réclament que 2,5 milliards soient consacrés à la santé, question d'offrir à la population « les services qu'elle mérite ».

Il y a 7 ans,
ils s'installaient dans leur 4 et demi...



Ce soir,
ils quittent le petit écran.

Soirée 4 et demi...

19h30 ... 4 et demi... Bye Bye
20h ... Dernier épisode de 2 heures



MONDE

Washington donne des signes d'impatience

Pas question de présenter des excuses à la Chine dans l'affaire de l'avion espion



Photo Reuters

Dick Cheney, vice-président américain : une position sévère face à la Chine.

PHILIPPE DEBEUSSCHER
Agence France-Presse

WASHINGTON – Les dirigeants américains ont affiché hier leur impatience devant la prolongation de la crise de l'avion espion, avertissant Pékin de la nécessité d'une libération très rapide des 24 aviateurs américains retenus en Chine pour éviter une plus grande dégradation des relations entre les deux pays.

« Nos relations ont été endommagées. Ces dommages peuvent être réparés, mais pour y parvenir et empêcher tout nouveau dommage, nous devons trouver une solution à cette affaire aussi vite que possible », a déclaré hier le chef de la diplomatie américaine Colin Powell sur la chaîne de télévision Fox.

De son côté, le vice-président américain Dick Cheney a souligné, comme M. Powell, que les États-

Unis n'avaient pas l'intention de présenter des excuses à la Chine dans l'affaire de l'avion espion. Il a toutefois refusé de considérer l'équipage de l'avion espion américain comme des otages, les qualifiant de « détenus ».

L'appareil, un avion de surveillance électronique, avait été sérieusement endommagé lors d'une collision en vol avec un chasseur chinois le 1^{er} avril et avait dû atterrir en catastrophe sur l'île de Hainan. L'équipage est toujours retenu par la Chine qui réclame des excuses aux États-Unis. Le pilote de l'avion chinois qui est tombé en mer, est porté disparu.

Les tractations intensives engagées entre les responsables des deux pays paraissent en bonne voie depuis mercredi et Pékin avait donné des signes d'assouplissement en permettant vendredi et samedi à des diplomates américains de visiter l'équipage à Haikou, la capitale de Hainan.

Les deux pays travaillent sur le texte d'une lettre commune exprimant leurs points de vue. Ils ont aussi prévu de réactiver une commission militaire conjointe qui se-

rait chargée de faire toute la lumière sur les circonstances exactes de la collision aérienne.

Samedi, la Chine avait brusquement durci le ton, insistant à nouveau sur des excuses dans une lettre adressée par le vice-premier ministre chinois Qian Qichen à M. Powell.

Intervenant sur la chaîne NBC, M. Cheney a affirmé que le président George W. Bush avait clairement offert ses regrets pour la perte du pilote chinois. « Mais la notion que nous devrions nous excuser alors que nous étions dans l'espace aérien international est quelque chose que nous ne pouvons accepter », a-t-il dit.

M. Powell a convenu que la lettre de M. Qian constituait une « rebuffade ». « Mais il sait aussi clairement à la suite des échanges de correspondance que j'ai eus avec lui que nous n'en sommes pas à considérer des excuses. Il nous faut trouver une autre formulation (...) pour sortir de là sans endommager davantage nos relations », a-t-il déclaré.

M. Cheney, parlant aussi sur la chaîne ABC, a qualifié « d'inten-

ses » les tractations actuelles. « Mais il n'y a rien à annoncer à ce moment », a-t-il dit.

M. Powell a réaffirmé que les États-Unis n'avaient pas l'intention de renoncer à leurs vols de surveillance près de la Chine.

Il a révélé que M. Bush avait répondu dans une lettre à la veuve du pilote chinois, qui avait adressé une lettre furieuse au président américain, l'accusant d'être « trop lâche » pour faire des excuses.

Selon M. Powell, M. Bush a estimé que la lettre de cette veuve contenait « suffisamment d'éléments évoquant l'espoir de meilleures relations à l'avenir pour y répondre dans le même sens ».

Intervenant aussi sur la chaîne CBS, M. Powell a affirmé qu'une poursuite de l'impasse affecterait le climat politique au Congrès sur la question de ventes d'armes américaines à Taiwan.

C'est une « question séparée », a-t-il dit, mais la situation actuelle risque d'affecter « l'environnement que nous trouverons lorsque nous présenterons ces ventes d'armes au Congrès, si la Chine donne l'impression qu'elle n'agit pas de manière responsable et raisonnable ».



DÉTENEZ LE POUVOIR

ALTIMA

1,8% **
FINANCEMENT
À L'ACHAT
**LE POUVOIR D'ÊTRE
HEUREUX.**



- ENSEMBLE ÉLECTRIQUE
- RADIO AM/FM/CD
- ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 H
- CLIMATISEUR
- MOTEUR 2,4 L DE 155 CHEVAUX
- SIÈGE DU CONDUCTEUR À 8 RÉGLAGES
- MOULURES LATÉRALES
- TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

279\$

PAR MOIS, location 48 mois*

0\$ acompte disponible



TOUJOURS PLUS LOIN.

*Location de 48 mois pour l'Altima GXE 2001 (TARG51 AA00). Acompte ou échange équivalent de 3295\$. Limite de 24000 km par année avec 0,08\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NCFI. **Taux de financement à partir de 1,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

EXPRESS INTERNATIONAL

France | Giscard intervient

L'ANCIEN PRÉSIDENT français de la République, Valéry Giscard d'Estaing, a déclaré hier que « le président de la République peut témoigner » à propos de la convocation du président Chirac par un juge d'instruction chargé d'enquêter sur des scandales financiers touchant à la gestion du parc immobilier de Paris. M. Chirac avait annoncé qu'il refusait de se plier à la convocation du juge Éric Halphen à Créteil (banlieue parisienne). Le juge souhaitait entendre M. Chirac comme témoin — en tant qu'ancien maire de Paris — dans son dossier d'instruction concernant des scandales financiers touchant à l'Office des Habitations à loyer modéré (HLM) de Paris. « Aucune disposition de la Constitution ne l'interdit », a souligné M. Giscard d'Estaing, invité de l'émission « France Europe Express » sur FR3. — d'après AFP



Photos AFP, REUTERS et AP

Yougoslavie | Contre « l'amnésie »

UNE « COMMISSION vérité et réconciliation » doit se mettre prochainement au travail à Belgrade pour lutter contre « l'amnésie collective » et faire la lumière sur les responsabilités dans les guerres en ex-Yougoslavie, a expliqué l'un des auteurs du projet, Gradimir Nalic. Cette commission va se pencher sur les origines des quatre guerres de Slovénie (1991), Croatie (1991-95), Bosnie-Herzégovine (1992-95) et Kosovo (1998-99), « pour déterminer comment elles ont été préparées, pourquoi elles ont éclaté, qui était impliqué, qui était réellement responsable », a déclaré M. Nalic, un avocat conseiller pour les droits de l'homme du président yougoslave Vojislav Kostunica. — d'après AFP

Pays basque | L'Église s'en mêle

LES 85 ÉVÊQUES espagnols vont se réunir le 24 avril prochain pour discuter d'un projet d'excommunication de tous les membres de l'ETA. Le décret proposé par l'archevêque de Madrid Antonio Maria Rouco Varela prévoit d'exclure formellement de l'Église catholique et de ses sacrements ceux qui participent, ou ont participé, à la campagne terroriste menée depuis 33 ans par l'organisation séparatiste basque armée, a rapporté dimanche le quotidien *El Mundo*. Si la conférence des évêques d'Espagne approuve cet ordre d'excommunication, les funérailles religieuses ne seront plus autorisées pour les membres de l'ETA, par exemple. — d'après AFP

Russie | Appui à des journalistes

LE SORT DE la chaîne d'opposition russe NTV restait en suspens hier, cinq jours après la perte formelle de son indépendance, l'ancienne équipe toujours aux commandes ayant obtenu des manifestations de soutien, mais donnant de son côté des signes de division. Malgré le passage de la chaîne mardi sous le contrôle du groupe Gazprom, dont l'État est le principal actionnaire, et la nomination d'une nouvelle direction, l'équipe de NTV continue de se défendre quotidiennement à l'antenne. La chaîne d'opposition multiplie les émissions spéciales et les reportages sur les manifestations en sa faveur. — d'après AFP

Alan Garcia, chef de l'Alliance américaine populaire révolutionnaire du Pérou (APRA) (à g.), ne paraissait pas plus enthousiaste qu'il ne faut hier avant de déposer son bulletin de vote au premier tour du scrutin présidentiel, au Pérou. Alejandro Toledo (au c.), qui s'en tire avec une avance mais sans majorité absolue, devra affronter le premier au second tour. Lourdes Flores enfin avait hier des airs de victoire même si elle a terminé troisième.

Le scrutin péruvien contraint Toledo à affronter Garcia dans un second tour

RICARDO UZTARROZ
Agence France-Presse

LIMA – L'ex-président Alan Garcia, candidat de la gauche populiste, semblait avoir créé la surprise à l'élection présidentielle hier au Pérou en obtenant assez de voix pour affronter le favori Alejandro Toledo au second tour, selon des sondages sortie des urnes.

Il aurait obtenu environ 26 % des suffrages, loin derrière le candidat du centre gauche, ex-rival malheureux, l'an dernier, du président destitué Alberto Fujimori. Toledo arriverait largement en tête avec aux alentours de 43 % des suffrages, selon un sondage de l'institut Datum.

La candidate démocrate-chrétienne, Lourdes Flores Nano, arriverait en troisième position avec approximativement 23 % des voix, toujours selon la même source.

Trois autres instituts donnent également Garcia en deuxième position.

Ces indications sont toutefois à prendre avec prudence car les sondages de sortie des urnes se sont grossièrement trompés dans le passé.

La date du second tour ne sera fixée qu'après la publication des résultats officiels, prévue pour la semaine prochaine.

M. Toledo devrait donner une conférence de presse dans la soirée.

La première réaction de Mme Flores a été de déclarer qu'elle ne reconnaissait pas ces sondages indiquant qu'elle avait été éliminée.

« Il ne s'agit que de résultats préliminaires, a-t-elle déclaré à la télévision. Rien n'est défini pour le second tour. Il convient d'attendre avec prudence les vrais résultats. »

En revanche, l'ex-président Alan Garcia, au pouvoir de 1985 à 1990, a affirmé lors d'une conférence de presse qu'il accédait au second tour. Il a dit disposer d'informations tendant à confirmer les indications des sondages de sortie des urnes, sans donner davantage de précisions.

Cependant, il s'est montré très prudent quant au résultat final en disant que les « mystères des statistiques » pouvaient le reléguer en 3^e position au profit de la candidate démocrate-chrétienne.

« Si c'est le cas, je serais parmi les premiers à la féliciter », a dit-il, avant de réaffirmer que ses informations ne tendaient pas à confirmer cette éventualité.

Quelque 15 millions d'électeurs étaient

appelés hier aux urnes pour la seconde fois en un an pour élire le successeur du président Fujimori, destitué l'an dernier à la suite d'un scandale politico-financier, et renouveler les 120 membres du Congrès à chambre unique.

Huit candidats se présentaient à la présidentielle, au scrutin majoritaire à deux tours.

Des élections législatives à la proportionnelle avaient également lieu hier.

Selon les mêmes sondages de sortie des bureaux de vote, le futur président ne devrait pas disposer de la majorité et serait contraint à rechercher des alliances. Aucun parti n'obtiendrait la majorité absolue.

D'après les instituts Analistas y consultores (AC - Analystes et consultants) et Apoyo (Appui) se basant sur les sondages, le parti Pérou possible, d'Alejandro Toledo, n'obtiendrait qu'une majorité relative de 43 parlementaires, la majorité absolue étant de 60 sièges.

Le parti de l'ancien président Alan Garcia, l'Association pour la révolution en Amérique latine (APRA - gauche populiste), aurait 27 élus, le parti de la candidate démocrate-chrétienne, Lourdes Flores Nano, Unité populaire, aurait 12 élus, le Front moralisateur indépendant (FIM - droite populiste) 11, et les autres formations 27.

Jetta Wolfsburg 2001
FAITES VITE!
Édition limitée!
Popular
5441, rue St-Hubert
Tél.: (514)274-5471
popular@popular.qc.ca

Passat 2001
À VOIR
Entièrement redessinée
Popular
5441, rue St-Hubert
Tél.: (514)274-5471
popular@popular.qc.ca

LE SPÉCIALISTE DE L'AUVENT RÉTRACTABLE
Chic AUVENT
Combattez la chaleur et la pluie avec un auvent rétractable et réduisez la température intérieure de 15°
SALLE D'EXPOSITION : 5515, ch. Queen Mary, local 101
Composez le (514) 489-8900 pour obtenir une ESTIMATION GRATUITE À DOMICILE.

Hydro Québec
APPELS DE SOUMISSIONS
Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-Québec en visitant le site Internet de l'entreprise : www.hydroquebec.com/soumissionnez ou en composant un des numéros de téléphone suivants :
Montréal et environs : (514) 745-5720
Extérieur : 1 800 363-0910

SOLARIUMS Zytco
VASTE SÉLECTION DE MODÈLES DE SOLARIUMS TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS
CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN, CONSERVATOIRE, VICTORIEN ALUMINIUM OU CÈDRE
VERRE SUPER-ISO-BLOCK À HAUTE PERFORMANCE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
WWW.ZYTCO.COM
514-335-2050
ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

Garantie Fini la cire et le rasage.
Épilation laser garantie
- c'est vrai, LCI est le seul à garantir par écrit leurs traitements pour 2 ans.
Prix garanti
- LCI égalera le prix de la compétition avec preuve écrite.
Traitement à partir de 77\$
Montréal - Brossard et Dollard-des-Ormeaux
Bientôt Laval - l'est de l'île
1 800 217-6789
MONTRÉAL - TORONTO - VANCOUVER - CALIFORNIE
DU LUN. AU SAM. CONSULTATION GRATUITE

PENSEZ À GRAVEL

PLUS POUR MOINS DE 12\$/MOIS

SUNFIRE SL - 4 PORTES
PLUS POUR MOINS DE 12\$/MOIS
AJOUTEZ À VOTRE GM UNE ÉDITION DE LUXE OU CINÉMA
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

VENTURE 2001
PLUS POUR MOINS DE 12\$/MOIS
AJOUTEZ À VOTRE GM UNE ÉDITION DE LUXE OU CINÉMA
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

PLUS ÉDITION DE LUXE
PLUS POUR MOINS DE 12\$/MOIS
AJOUTEZ À VOTRE GM UNE ÉDITION DE LUXE OU CINÉMA
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

PLUS VOL POUR 2 PERSONNES AVEC 40 DESTINATIONS DE CHOIX OU CROISIÈRE
AUX BAHAMAS OU AU MEXIQUE
4 JOURS ET 3 NUITS. 12 MOIS POUR PARTIR.
TRANSPORT NON INCLUS. FRAIS PORTUAIRES DE 89,95\$ US NON INCLUS.

PLUS TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE

PLUS JANTES D'ALUMINIUM

PLUS LAVE AUTO À VOLONTÉ
UNE VALEUR DE 2 675\$ POUR SEULEMENT 12\$/MOIS

PLUS ÉDITION CINÉMA

PLUS SYSTÈME CINÉMA D'AUTO
MAGNETOSCOPE-VIDEO AVEC TÉLÉCOMMANDE
MODÈLE PLAFONNIER AVEC CASQUE D'ÉCOUTE ET PRISE POUR JEU VIDEO.

PLUS LAVE AUTO À VOLONTÉ
UNE VALEUR DE 2 675\$ POUR SEULEMENT 12\$/MOIS

AUX 2 BOUTS DU PONT CHAMPLAIN
GRAVEL
PONTIAC BUICK Cadillac
1000 BOUL. RENÉ-LÉVESQUE, ÎLE-DES-SOEURS (514) 769-5353
SORTIE ÎLE-DES-SOEURS, À L'ENTRÉE DU PONT CHAMPLAIN
GRAVEL
CHEVROLET Oldsmobile
5900 MARIE-VICTORIN, BROSSARD (450) 466-2233 MTL.: (514) 866-2233
SORTIE ROUTE 132 EST DU PONT CHAMPLAIN
www.gravelauto.com

Israéliens et Palestiniens retournent aux bombes ; Arafat réitère un appel au secours auprès de l'ONU

Roquettes sur un bureau du parti d'Arafat, pendant que Powell tente de le convaincre de sauver la paix

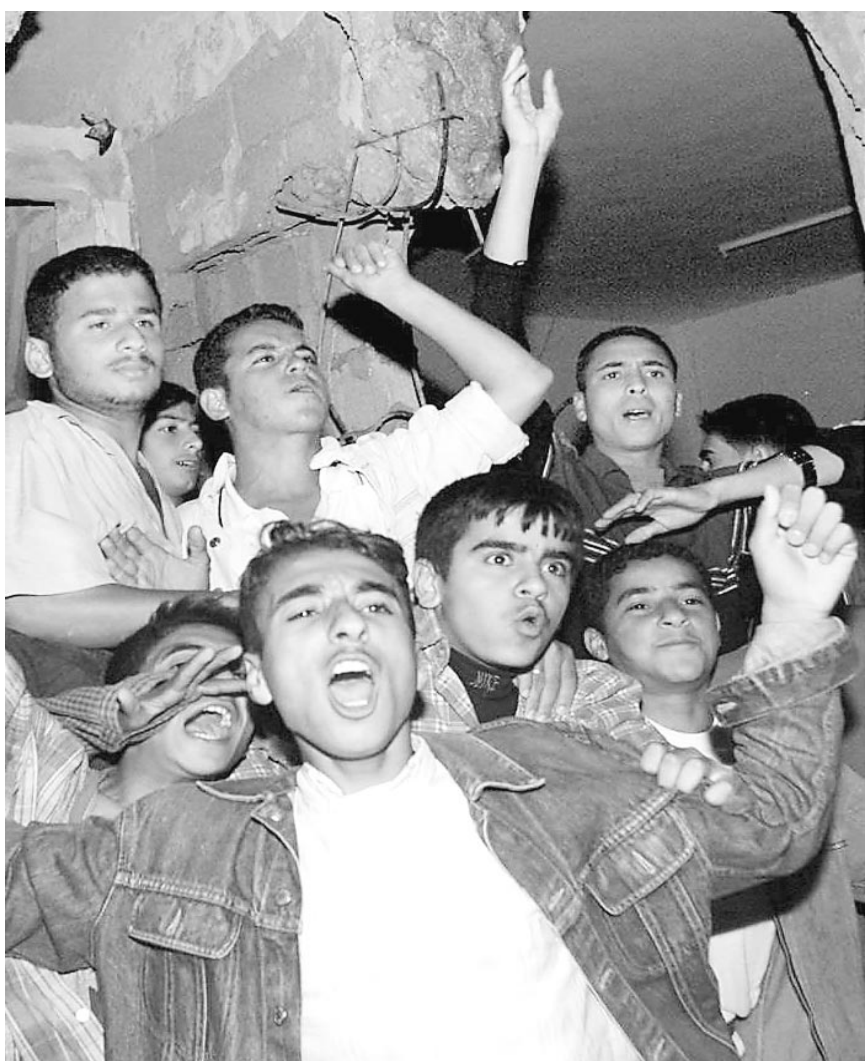


Photo AFP
Des citoyens palestiniens ont pris la rue d'assaut hier dans le nord de la bande de Gaza, après que les forces armées israéliennes eurent bombardé les bureaux du Fatah, principale formation palestinienne à l'appui du président de l'autorité palestinienne, Yasser Arafat.

JACQUES PINTO
Agence France-Presse

JÉRUSALEM – Les bombardements ont repris hier soir entre Palestiniens et Israéliens faisant cinq blessés alors que le secrétaire d'État américain Colin Powell a discuté avec le président palestinien Yasser Arafat des moyens de sauver le processus de paix.

L'armée israélienne a tiré des roquettes sur un bureau du Fatah, le mouvement de M. Arafat, et sur deux postes de police dans la bande de Gaza, blessant légèrement un policier et quatre civils, peu après des tirs d'obus palestiniens sur le territoire israélien.

Le président égyptien Hosni Moubarak, lors d'un entretien avec le chef de la diplomatie israélienne Shimon Peres, a indiqué qu'il s'efforçait de convaincre M. Arafat, qu'il a rencontré hier au Caire, d'œuvrer en faveur d'une accalmie et d'une relance du processus de paix, selon la radio militaire israélienne.

Au Caire, le ministre égyptien des Affaires étrangères Amr Moussa a déclaré que MM. Moubarak et Arafat avaient évoqué « la situation explosive et les provoca-

tions (d'Israël) à l'égard des civils palestiniens ».

M. Arafat a également rencontré au Caire le secrétaire général de la Ligue Esmat Abdel Méguid et tous deux ont demandé une nouvelle réunion du Conseil de sécurité de l'ONU pour obtenir une protection pour les Palestiniens.

En outre, le secrétaire d'État américain a eu un entretien téléphonique avec M. Arafat au cours duquel ils ont évoqué « l'escalade militaire (...) et les efforts déployés par la communauté internationale pour sauver le processus de paix », selon l'agence palestinienne Wafa.

Un millier de Palestiniens ont été par ailleurs autorisés à revenir travailler aujourd'hui en Israël, malgré le bouclage de la Cisjordanie et de la bande de Gaza qui est maintenu en place, a indiqué un porte-parole militaire. « Il s'agit d'un premier contingent destiné à alléger les sanctions imposées à la population palestinienne », a-t-il affirmé.

Sur le terrain, les Palestiniens ont tiré en soirée quatre obus de mortier à partir de la bande de Gaza dans le sud du territoire israélien, sans faire de victime, selon un porte-parole. Les obus sont tombés près du kibboutz de Nahal Oz à quelques centaines de mètres de la bande de Gaza.

En représailles, l'armée israélienne a tiré des roquettes sur un

bureau du Fatah et un poste de police dans le nord de la bande de Gaza, à Beit Lahia, blessant légèrement quatre civils, dont un enfant de dix ans, et un policier, selon des sources de sécurité.

L'armée israélienne a également lancé des roquettes contre un poste de police dans le camp de réfugiés de Nousseirat, à Gaza, sans faire de victime.

Près de Bethléem (Cisjordanie), six Palestiniens, dont un bébé d'un an et demi, ont été blessés à la suite d'affrontements entre manifestants palestiniens et soldats israéliens. Les soldats, attaqués à coups de pierres, ont tiré des balles réelles et caoutchoutées.

Dans le sud de la Cisjordanie, à Hébron, l'armée a levé hier matin et « jusqu'à nouvel ordre », le couvre-feu en vigueur depuis le début de l'Intifada fin septembre, afin de permettre à la population de se ravitailler.

En outre, un Palestinien, soupçonné de « collaboration » avec Israël, a été assassiné hier par trois hommes armés et cagoulés dans son échoppe à Tulkarem, en Cisjordanie, selon des témoins.

Devant les bâtiments des Nations unies, à Gaza, près d'un millier de manifestants palestiniens ont réclamé une protection internationale, avant de se disperser dans le calme.

Khatami déplore les arrestations en Iran

d'après AFP

TÉHÉRAN — Le président iranien Mohammad Khatami a déploré hier les récentes arrestations de journalistes, d'étudiants, d'universitaires et d'opposants en Iran, selon la télévision.

« Quand je vois des mesures contre la presse et les arrestations d'individus et de membres de groupes politiques, je ne peux qu'exprimer mon regret », a souligné le chef de l'État, qui réagissait pour la première fois à la récente vague d'arrestation dans les milieux de l'opposition en Iran.

Sans évoquer explicitement les arrestations samedi de membres de l'opposition libérale et progressiste, M. Khatami, cité par la télévision, a souhaité que le « chef de la justice veille à ce que le droit soit respecté ».

« On ne peut que regretter les récentes mesures contre les étudiants, la presse et les universitaires », a déclaré, selon la télévision, M. Khatami qui s'exprimait en présence d'universitaires.

Loto-Québec résultats

6/49		GAGNANTS		LOTS	
Tirage du	2001-04-07	6/6	0	2 010 747,50 \$	
		5/6+	6	100 537,30 \$	
		5/6	273	1 767,70 \$	
		4/6	15 402	60,00 \$	
		3/6	278 213	10,00 \$	
Numéro complémentaire: 28		Ventes totales: 15 119 167 \$			
		Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$			

Québec 4/9		GAGNANTS		LOTS	
Tirage du	2001-04-07	6/6	0	1 000 000,00 \$	
		5/6+	1	50 000,00 \$	
		5/6	11	500,00 \$	
		4/6	978	50,00 \$	
		3/6	19 090	5,00 \$	
Numéro complémentaire: 08		Ventes totales: 656 220,50 \$			

Promotion Double Jeu*		Tirage du		GAGNANTS		LOT	
6/49 + Québec 4/9		2001-04-07	13 28 31 45	87	114,94 \$		
*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 4/9 sur le même billet sont admissibles à la promotion.							

Panco		Tirage du		GAGNANTS		LOT	
		2001-04-08	02 04 06 07 19	87	114,94 \$		
			22 23 27 33 36				
			38 43 44 45 47				
			49 50 55 57 62				

Le jeu doit rester un jeu
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

Pour votre BUDGET...

0\$ comptant 1,9%

199\$ /mois*

Cavalier 2001
Moteur 4 cyl.-115 CV • Dispositif anti-voil
Syst. anti-blocage des freins • Banquette arrière rabattable

1,9% 0\$ comptant

Alero GX 2001
Moteur 2,4 de 150 CV • Climatiseur
Portières électriques

0\$ comptant 1,9%

Malibu 2001
Moteur V6 - 3,1 L • Trans. automatique surmultipliée
Climatiseur • Freins ABS

299\$ /mois*

0\$ comptant 1,9%

Tracker 4x4 2001
5 vitesses manuelles • Moteur de 2,0 L
5 passagers • AM/FM Cassettes

1,9% 0\$ comptant

Venture 2001
Moteur V6 - 3,4 L • 7 passagers • Climatiseur
Portières électriques • CD

1,9% 0\$ comptant

399\$ /mois*

1,9% 0\$ comptant

Blazer 4x4 2001
Moteur V6 - 4,3 L • Climatiseur • Groupe électrique
4 roues motrices • Ensemble tout terrain

0\$ comptant 1,9%

Impala 2001
Moteur V6 - 3,4 L • Climatiseur
Tout équipé

Tradition européenne. Prix canadien.

18% financement à l'achat d'une 3-portes Lanos!



« L'intérieur se révèle très spacieux, compte tenu de l'encombrement réduit de la carrosserie... » — Jacques Biennens, Le Journal de Montréal

38% financement à l'achat

Leganza à compter de 21 000 \$.

18% financement à l'achat

Nubira à compter de 17 000 \$.

CARACTÉRISTIQUES STANDARD DE LA LEGANZA SX...

- boîte automatique 4 rapports
- climatiseur
- verrouillage et lave-vitres électriques
- chaîne stéréo AM/FM/CD de marque Sony avec 6 haut-parleurs
- retroviseurs extérieurs électriques chauffants
- direction assistée
- et plus encore...

CARACTÉRISTIQUES STANDARD DE LA NUBIRA SX...

- moteur 2,0 litres DACT 4 cylindres à 16 soupapes
- deux coussins gonflables à puissance réduite
- boîte manuelle 5 rapports
- tapis protégés-moquelette
- siège conducteur à hauteur réglable
- compte-tours
- pare-boue

Tous les modèles offrent la garantie groupe motopropulseur 5 ans/100 000 km et l'assistance-dépannage 3 ans (kilométrage illimité).

— COMPOSEZ LE NUMÉRO SANS FRAIS 1 877 290-3590 POUR SAVOIR OÙ SE TROUVE LE CONCESSIONNAIRE DAEWOO LE PLUS PROCHE OU VISITEZ NOTRE SITE WWW.DAEWOOAUTO.COM —

Daewoo Longueuil 400, boul. Roland-Therrien Longueuil (450) 928-3000	Daewoo Houle 12230, rue Sherbrooke Est Montréal (514) 640-5010	Daewoo Lajeunesse 8065, rue Lajeunesse Montréal (514) 273-7771	Daewoo Sherbrooke 969, rue Haut-Bois Rock Forest (819) 563-0003	Daewoo de Laval 650, boul. St-Martin Est Laval (450) 629-6262	Daewoo Gatineau 346, boul. Gréber Gatineau (819) 561-6669
Daewoo Trois-Rivières 3851, boul. Royal Trois-Rivières (819) 374-4441	Daewoo Granby 1257, rue Principale Granby (450) 777-1115	Daewoo Châteauguay 21, boul. Industriel Châteauguay (450) 691-2424	Daewoo Léveillé 501, boul. Terrebonne Terrebonne (450) 471-4118	Daewoo St-Hyacinthe 5765, boul. Laurier St-Hyacinthe (450) 778-5765 (514) 327-5765	Daewoo West Island 10333, boul. Gouin Ouest Roxboro (514) 684-9709

*Monte au détail des nouvelles 3-portes Lanos S 2001, des berlines Nubira SX 2001 et des berlines Leganza SX 2001. PDSF : 13 100 817 000 921 000 \$ Transport et préparation (795 \$), immatriculation et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre le véhicule à un prix inférieur. Visitez le concessionnaire pour de plus amples détails. *Financement à l'achat de 1,8 % applicable à tous les nouveaux modèles 3-portes Lanos S 2001 et sedan Nubira 2001 à boîte automatique, pour un terme de 36 mois. Financement à l'achat de 3,8 % applicable à tous les modèles Leganza 2001, pour un terme de 36 mois. Taux de financement optionnels à l'achat offerts également sur tous les modèles, pour des termes de 48 et 60 mois. Exemple de financement pour 10 000 \$ à un taux de 1,8 % : 36 mensualités de 355,55 \$ + 194,35 \$ de coût d'emprunt de 279,90 \$ + 194,60 \$ pour un total de 10 278,80 \$ + 10 594,60 \$. Offres seulement par l'entremise de Premier Financial Services et des concessionnaires Daewoo participants, jusqu'au 30 avril 2001. Sous réserve d'une approbation de crédit.



Le monde est de plus en plus futur.

2944882A

*Sujet à approb. de crédit. Pour utilis. pers. Location 48 mois incluant 20 000 km par an. Dépôt de sécurité remboursable requis. Taxes, imm., ass. et transport en sus. Prép. inclus. Voir détails chez le concessionnaire. Le modèle peut différer de l'illustration.

DÉCARIE
CHEVROLET OLDSMOBILE
On n'y va pas par quatre chemins !
(514) 744-6401
925, boul. Marcel-Laurin Saint-Laurent (Québec)
Site Web : www.decariechevrolet.com

Les chefs d'État et de gouvernement de 34 pays se réuniront à Québec du 20 au 22 avril pour discuter de la création d'une Zone de libre-échange de l'Alaska à la Terre de Feu, et réaffirmer leur volonté de renforcer la démocratie. En prévision de cet événement, *La Presse* et *Le Soleil* ont délégué quatre journalistes en Amérique centrale et en Amérique du Sud. De retour d'Argentine, Ghislaine Rheault, du *Soleil*, nous parle aujourd'hui, dans la dernière tranche de sa série, de l'énorme problème que constitue le transport en commun à Buenos Aires.

Bombardier pousse ses pions



GHISLAINE RHEAULT

Le Soleil

EN ARGENTINE

SAM	1 > Où est le pouvoir?
DIM	2 > La mémoire à vif
LUN	3 > Bombardier se positionne

BUENOS AIRES – Au réveil, les 12 millions d'habitants de Buenos Aires et de sa banlieue ont appris que les tarifs du transport en commun allaient augmenter à minuit le soir même. Plus de 10 % de plus dans les bus qu'on appelle joliment *colectivos*, où le prix du billet passe de 70 à 80 centavos. Et de 60 à 70 centavos dans le métro (*subte*). Ils sont résignés. Pas le choix. Sans *colectivos*, la ville est paralysée.

À l'heure de pointe, les boulevards sont congestionnés. Les trains de banlieue ne suffisent pas. Dans la capitale, il y a presque un taxi pour deux voitures. On en compte 35 000, prétendent les chauffeurs. Ce qui comprend les voitures en règle, qui font tourner le taximètre. Et les délinquants, la « mafia » dont on nous conseille partout de nous méfier.

Le métro ? Toute une aventure. C'est le premier construit dans les Amériques. Il date de 1913. Non climatisé. Quand il fait 30 degrés dehors, c'est invivable. On y suffoque même en hiver. La ligne A est sillonnée par de vieux wagons de bois. Attrait touristique ! Le *subte* ne compte que quelques lignes parallèles qui ne se croisent évidemment pas, sauf une. Il ne circule que dans la ville centre. Il n'y a pas de correspondance.

Les trains de banlieue ? Ils ne suffisent pas. Le transport en commun à Buenos Aires, tout un problème.

Un chantier

Ce matin-là, Rodolfo Cervinka, directeur des ventes de Bombardier Transport à Buenos Aires, compatit avec les usagers. Mais il ne cache pas non plus sa satisfaction. Dans



Photos GHISLAINE RHEAULT, Le Soleil

La ligne A du métro. Dans les wagons rétro, on suffoque. Rodolfo Cervinka, directeur des ventes de Bombardier à Buenos Aires : « Le marché est là. Tout dépend de la situation politique. »

son bureau du 6^e étage, à un coin de rue de la Délégation du Québec, M. Cervinka expose les perspectives du marché de Buenos Aires pour Bombardier.

La hausse des tarifs, annoncée ce matin-là, c'était la première condition posée au gouvernement par les compagnies concessionnaires qui gèrent le métro et les trains de banlieue pour poursuivre la modernisation des réseaux. Le seul moyen de financer ces investissements sans subventions de l'État, c'est la hausse des tarifs.

Metrovias est concessionnaire du métro. Trois autres compagnies se sont partagé les réseaux des trains de banlieue au moment de la privatisation réalisée sous le gouvernement Menem, en 1995. Les concessions ont été obtenues pour 10 ans. Les compagnies devaient s'engager à améliorer l'équipement et le service.

Au moment des privatisations, le réseau construit par les Anglais et nationalisé par Peron était sur le bord de s'écrouler, dit M. Cervinka. Les compagnies ont entrepris de le moderniser. On a remplacé des voitures, poursuivi l'électrification. Les trains sont maintenant à l'heure. La clientèle a aug-

menté de 20 % dès la première année. Elle tend maintenant à plafonner. Si la modernisation se poursuit, la clientèle suivra. Et si les tarifs augmentent, on pourra investir davantage... C'est comme la poule et l'oeuf.

Deuxième condition posée par les compagnies : elles ont réclamé la prolongation des concessions de 20 ans pour justifier leurs investissements. Ferrovia et TBA viennent de l'obtenir. Dans le cas de Metropolitan, l'approbation était imminente. Au moment de l'élection de 1999, le gouvernement dirigé par Fernando de la Rúa a voulu revoir les ententes. Mais finalement, seuls des changements mineurs y ont été apportés.

Des contrats en perspective

M. Cervinka s'est levé. Au tableau, il dessine les lignes futures au crayon feutre. En changeant de couleur pour chacune. Je remarque sur une étagère de la salle de réunion les plans de l'usine de La Pocatière, au Québec. Si Bombardier construisait des voitures, 35 % de la production serait faite ici. Les autres parties seraient réalisées au Mexique, au Brésil, au Canada. Des composantes viendraient d'Europe.

Les trois compagnies TVA, Metropolitan

et Ferrovia projettent d'investir respectivement 1,3 milliard, 1,5 milliard et 400 millions pour rénover et prolonger les lignes, explique-t-il. Pour la modernisation du métro, c'est 1,7 milliard qui est prévu.

L'établissement de Bombardier Transports à Buenos Aires, l'an dernier, est donc une décision stratégique. On pose déjà des pions sur le jeu, tout comme les concurrents nombreux : l'allemande Siemens, la française Alstom, l'espagnole CAF, des compagnies japonaises, coréennes. Tout le monde, dit M. Cervinka. Mais les Argentins ont plus de liens avec les Européens. C'est important d'être ici.

Nous offrons déjà des contrats de maintenance. Bombardier se positionne. Dans le magazine *Urgente*, acheté le week-end, un publi-reportage montre les trains nouveaux du constructeur et fait état de tous les projets de Bombardier Transport qui sont en cours de par le monde.

La modernisation du réseau de trains de banlieue et du métro de Buenos Aires est loin d'être chose faite. « Le marché potentiel est très intéressant, dit Rodolfo Cervinka. Tout dépend de la situation politique qui peut tout changer. »

La ZLEA ? Un clou dans le cercueil de l'Argentine

BUENOS AIRES — Sous le masque grave du savant professeur, Mario Rapoport, auteur d'une véritable bible sur l'histoire économique et politique de l'Argentine, cache un tempérament fougueux. Il faut l'entendre traiter de « Talibans du marché » ceux qui ont vendu les biens de l'État en Argentine. S'attaquer à la vache sacrée de la parité du dollar et du peso. Dénoncer l'entrée éventuelle de l'Argentine dans la Zone de libre-échange des Amériques.

« La ZLEA (qu'on désigne sous le sigle ALCA en espagnol), ce serait le dernier clou planté dans son cercueil ». M. Rapoport prône plutôt la relance du Mercosur (le Marché commun du Cône sud) qui regroupe, depuis 1991, le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Ces quatre pays totalisent 43 % de la population de l'Amérique latine et les Caraïbes. C'est 240 millions de consommateurs alors que les pays de l'ALENA en comptent 380 millions. Le Brésil (168 millions) y pèse plus lourd que l'Argentine (36 millions).

Cette union douanière qui bat de l'aile doit être relancée. Le Mercosur, avec lequel la Bolivie et le Chili ont conclu des accords, c'est le second marché en importance dans les Amériques, après l'ALENA.

« La ZLEA vient détruire le potentiel du triangle Europe-Amérique latine-Amérique du Nord et ouvrir nos frontières au bénéfice des États-Unis et peut-être du Canada. Des pays avec lesquels l'Argentine a eu des problèmes à vendre ses produits. »

La balance du commerce de l'Argentine avec le Canada est déficitaire. Le Brésil achète 30 % de la production de l'Argentine contre 10 % seulement pour les États-Unis.

« Nous sommes préoccupés, troublés », dit Mario Rapoport, au cours d'une entrevue à l'Institut de recherche en histoire économique et sociale qu'il dirige à l'Université de Buenos Aires. Ce jour-là, il y a de la fébrilité dans l'air. Les étudiants se mobilisent. Dans quelques heures, le président de la Rúa congédiera le ministre de l'Économie Lopez-Murphy et appellera Domingo Cavallo au gouvernement.

« Présentement, on essaie de résoudre les problèmes du pays par les voies qui l'ont conduit à la catastrophe. »

Il raille la politique de « convertibilité » du peso mise en place, avec force de loi, en 1991 par Domingo Cavallo, alors qu'il était ministre sous le gouvernement de Menem : « Changer un dollar US pour un peso, c'est une fiction. On achète à crédit et on doit rembourser en dollars. Une façon pareille de fonctionner, ça n'existe nulle part au monde. »

On gagne des pesos, on s'endette en dollars

BUENOS AIRES — Acheter un petit appartement à Buenos Aires ? On peut en trouver un pour 70 000 pesos ou 70 000 \$ US. Même chose pour une maisonnette dans la banlieue. Mais ce rêve est difficilement accessible. Un professeur du primaire, par exemple, gagne entre 500 et 1000 pesos par mois. Un professeur d'université à temps plein touche 1000 pesos. De ce salaire, on prélève 17 % pour la sécurité sociale.

Et même si on se serre assez la ceinture, c'est un pensez-y bien. 70 000 pesos, ou 70 000 \$ US, en apparence, c'est pareil. La monnaie est au pair. Mais dans les faits, c'est différent. En Argentine, on gagne un salaire en peso, mais on s'endette en dollars américains.

La dollarisation, la « convertibilité », un sujet complexe ? Le citoyen endetté peut le résumer rapidement. Si jamais le peso était dévalué, pour lui, ce serait la catastrophe. Sa dette croîtrait d'autant. Dans ce pays en récession depuis 33 mois, on comprend que la parité du dollar et du peso soit une vache sacrée. Les gens ont le couteau sur la gorge.

Dans ce contexte, on peut comprendre que les discussions sur une ZLEA suscitent la plus grande indifférence chez les Argentins. Ils ont des soucis plus immédiats. La parité dollar/peso est un enjeu omniprésent.

« Le Brésil n'a pas créé la fiction du dollar comme l'a fait l'Argentine. Quand le Brésil a subi une dévaluation, en 1999, l'inflation n'a pas été à la même hauteur que le taux de dévaluation. C'est pour ça que la dévaluation a moins touché les Brésiliens. Mais ici, on fait comme si on était un État américain. Le 52^e, peut-être ? » ironise-t-il.

Le saccage des Talibans

« En Argentine, on a presque fait cadeau du pays. On a vendu les biens de l'État. Et on est plus endetté qu'avant. Tant de mendiants et de sans-abri, on n'avait jamais vu ça à Buenos Aires. »

« Quand le ministre Domingo Cavallo a fait adopter cette loi, en 1991, on se disait que ça n'allait pas tenir deux mois », commente German Sopena, secrétaire général de la rédaction du quotidien *La Nación*. Puis, que ça n'allait pas tenir un an, deux ans, cinq ans... Ça fait dix ans. Domingo Cavallo revenu à direction du ministère de l'Économie, il est la seule personne sans doute qui pourrait faire marche arrière. C'est le seul qui a l'autorité morale pour le faire. »

Mais M. Sopena serait bien surpris que le ministre revienne sur ses pas. Comme le professeur Rapoport, il pense aussi que le pays aurait intérêt à en arriver avec des accords rapides avec le Brésil, à accélérer la réalisation d'un Mercosur fort.

« Le Brésil se méfie du projet de ZLEA. Il existe un lobby d'industriels au Brésil qui craignent la concurrence avec les États-Unis. Il y a une résistance forte au Brésil, ce qui n'est pas le cas pour le Chili ni pour l'Argentine qui a une économie plus ouverte, moins d'industries. Comme le Brésil se méfie de la ZLEA, ce serait une stratégie plus habile de faire avancer le Mercosur et de faire front commun. Les États-Unis auraient intérêt à offrir davantage aux pays du Mercosur pour réaliser la Zone de libre-échange des Amériques. »

« Les dirigeants du pays poursuivent le processus de dégradation entrepris sous la dictature. La dictature a détruit les ressorts moraux, la solidarité. La démocratie revenue, l'établissement économique libéral a pris le contrôle. Sa politique économique détruit le tissu social et étrangle le pays. »

« Sous le régime de Menem (1989-99), tout ce qui pouvait être vendu l'a été. On a fait des concessions aux grands capitaux. On a garanti la rentabilité aux entreprises étrangères qui ont mis la main sur les biens de l'Argentine. »

« Les tarifs des services publics — eau, téléphone, gaz — sont parmi les plus hauts du

monde. Le pays appartient à des multinationales, à des institutions financières qui imposent des taux d'intérêt exorbitants. En plus, les entreprises qui détiennent des quasi-monopoles dans certains marchés échappent à presque toute réglementation. »

« Les privatisations ont été un saccage, tonne le professeur Rapoport. Une partie de la population s'est enrichie. Plus de 110 milliards sont sortis du pays. L'évasion fiscale est considérable. Toutes les transactions financières ne sont pas soumises à l'impôt. »

« Mais on n'a pas changé le système d'imposition pervers qui affecte surtout la classe moyenne. Et on continue de réduire les services publics — la santé, l'éducation — pour payer la dette extérieure. L'éducation, c'était une richesse de l'Argentine. Jamais on n'a imposé de frais de scolarité dans les universités publiques depuis la réforme de 1918. »

« Cette politique est tellement perverse qu'elle ne pourrait même pas faire l'objet d'un film de Hollywood », poursuit le professeur Rapoport.

« Ceux qui font ça sont des Talibans. Les Talibans qui veulent détruire le marché en Argentine font la même chose que les Talibans qui détruisent les statues en Afghanistan. »

« À la télévision, tous les jours, on voit plein de Talibans de l'économie. Derrière eux, il y a les organismes internationaux de crédit qui en profitent et touchent les intérêts. »

La ZLEA, un piège pour l'Argentine

M. Rapoport ne croit pas que la ZLEA soit une issue de secours pour l'Argentine. Au contraire. Il plaide vigoureusement en faveur de la relance du Mercosur, une entente douanière qui bat de l'aile toutefois. Depuis 1995, des conflits se sont dressés entre l'Argentine et ses partenaires. La dévaluation de la monnaie du Brésil lui a fait très mal.

Il pense que l'Argentine doit faire bloc avec ses voisins du Mercosur et le Brésil, notamment, qui se méfie de la ZLEA. « L'Argentine ne lutte pas à armes égales avec le Brésil. Mais il faut négocier, défendre les intérêts de chacun. C'est possible de faire bloc avec des pays qui partagent une culture et une expérience historiques. Les processus d'intégration culturelles sont plus profonds que les processus économiques. »

« Ce que je vous dis là, vous ne l'entendez pas à la télévision, dit-il. À la télé, on n'invite que les économistes libéraux qui viennent dire que le Mercosur, c'est de la merde. »

— FIN —

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Pas de libre-échange sans démocratie, estime Maria Minna

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Y'a pas ni « si » ni « ça » pour Maria Minna, la ministre de la Coopération internationale : les pays d'Amérique auront beau concocter tous les accords de libre-échange qui leur chantent, ça ne fonctionnera jamais s'ils n'assortissent pas le tout d'une forte dose de démocratie, de programmes sociaux majeurs et de politique de partage réel de la richesse.

La ministre, responsable de l'Agence de coopération et de développement international (ACDI), se dit quelque peu agacée par tout le flaffa médiatique, dans le cadre du Sommet des Amériques, qui insiste beaucoup trop à son goût sur les négociations entourant la future Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

« Je trouve cela malheureux, dit-elle au cours d'une entrevue avec *La Presse* dans son bureau de Hull, parce que les discussions au Sommet de Québec vont d'abord porter sur la démocratie. La première déclaration qui sortira de ce sommet portera sur la démocratie, sur la nécessité de renforcer les structures démocratiques. On doit mettre l'accent là-dessus dans notre propre communauté, dans notre propre société, mais on doit envoyer aussi ce message à nos voisins, à ces pays qui sont démocratiques et à ces pays qui se battent encore pour la démocratie. La question des droits de la personne ira également main dans la main avec celle de la démocratie à Québec. »

Ce cri du coeur de Maria Minna, une ancienne bénévole qui a longuement oeuvré au sein d'une ONG dans la région de Toronto, n'est pas en rupture avec la position du gouvernement canadien sur le Sommet des Amériques. La différence, c'est qu'elle parle de ce thème de la démocratisation avec une certaine passion que ses visites sur le terrain en Amérique centrale, en Haïti et en Amérique du Sud ont rendue plus vive.

« Notre hémisphère, observe-t-elle, est marqué par des écarts si grands entre riches et pauvres qu'on ne retrouve cela nulle part ailleurs dans le monde. »

Alors, l'insistance mise par les ministres des Finances de 34 pays des Amériques la semaine dernière à Toronto sur la nécessité de créer une ZLEA à visage humain, où les fruits de la croissance seraient accessibles au plus grand nombre et où les programmes sociaux seraient une condition sine qua non à la réalisation de l'accord, a été accueilli comme une bouffée d'air frais par Maria Minna. Elle connaissait la position du ministre des Finances Paul Martin sur cette question — depuis qu'il en avait fait son cheval de bataille au sein du groupe du G-20 —, mais elle ne savait pas trop sur quel pied danser quant à certains grands argentiers des autres pays.



Maria Minna

Lors de la rencontre du G-20 à Montréal en octobre dernier, les ministres des Finances de ce groupe avaient conclu que les bonnes politiques économiques ne suffisaient pas pour que tous profitent des bénéfices du libre-échange. Il fallait que ces politiques fussent appuyées par des program-

mes voués à l'éducation, à la santé et au développement social général. La réunion ministérielle de Toronto a fait sien ce point de vue.

Si l'on fait remarquer à la ministre de la Coopération internationale que pour l'instant, il ne s'agit que de beaux discours et que les chèques n'ont pas encore été signés, elle répond du tac au tac : « C'est pas compliqué, s'ils ne mettent pas l'argent sur la table, alors ça ne fonctionnera pas et nous aurons de gros problèmes. C'est la réalité. »

« Franchement, ajoute-t-elle, si nous n'avons pas des démocraties fortes, le libre-échange ne marchera jamais. Ça ne va pas réussir parce que ce ne sera pas fondé sur une économie réglementée, vous n'aurez pas de système judiciaire fort, de système structurel fort qui permet à un accord sur le libre-échange de réussir et qui permet aux gens d'affaires d'investir en confiance avec un cadre de lois commerciales approprié. »

Sans la démocratisation mur à mur du continent, estime-t-elle, la ZLEA ne servirait qu'à une minorité. Avons-nous donc une ministre antimondialisation au sein du cabinet de Jean Chrétien ? Bien au contraire. « Le commerce est nécessaire pour éliminer la pauvreté, affirme Maria Minna, parce que la pauvreté actuellement est beaucoup trop grande. Les pays pauvres ont besoin d'accéder aux marchés pour vendre leurs produits, pour attirer des emplois et des investissements. »

Reste donc, à Québec, « à provoquer les choses », insiste la ministre, « à créer des programmes pour aider à renforcer la démocratie et la bonne gouvernance. Et cela se fait avec de l'argent et des engagements venant de toutes les parties ».

Le Canada étend ses liens vers le Sud

VINCENT MARISSAL

BUENOS AIRES — En attendant la naissance de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), prévue pour 2005, le Canada étend ses liens vers le Sud et signera sous peu un accord commercial avec le Costa Rica.

La signature de l'entente bilatérale de libre-échange aura lieu à Ottawa, quelques jours après le Sommet des Amériques, tenu à Québec du 20 au 22 avril, a appris *La Presse*.

Les échanges commerciaux entre le Canada et le Costa Rica sont modestes, mais en hausse constante. En 1999, ces échanges ont été de 244,3 millions, soit 175,6 millions d'importation de produits du Costa Rica au Canada et 68,7 millions d'exportation. Le Canada importe surtout des fruits (bananes), des vêtements tissés, du café et des noix du Costa Rica et y exporte du papier, du carton, des vêtements, du malt, de l'amidon et des machines électriques.

Le total des investissements canadiens dans ce pays atteint approximativement 420 millions.

Le Canada ajoute ainsi un partenaire, modeste, il est vrai, à la liste des pays avec lesquels il a conclu des ententes de libre-échange.

Outre l'ALENA, l'accord de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, le Canada compte déjà une entente commerciale avec le Chili et négocie le Salvador, le Honduras, le Guatemala et le Nicaragua.

Louise Beaudoin gardera secrets les documents de la ZLEA

LAURA-JULIE PERREAULT

PLUSIEURS ORGANISMES du Québec, dont la CSN, outrés d'apprendre que les textes de la ZLEA ne seront disponibles qu'après le Sommet des Amériques, comptent dès aujourd'hui cogner à la porte de la ministre Louise Beaudoin, qui a en sa possession le document tant convoité. Mais ils y frapperont un mur.

« Pierre Pettigrew m'a déjà reproché d'avoir trahi l'entente parce que le texte est accessible aux parlementaires depuis la semaine dernière. Si je rendais le texte public maintenant, je briserais l'entente avec Ottawa et je couperais le Québec de sa source d'information après », expliquait la ministre des Relations internationales lorsque *La Presse* l'a jointe hier soir à Washington D.C., où elle doit aujourd'hui prononcer une conférence.

« De toute manière, il n'y a rien qui me dit que le texte que j'ai entre les mains est le bon texte. Il a dû y avoir beaucoup de modifications après les 48 heures de réunions de Buenos Aires », continuait-elle.

Elle croit cependant qu'Ottawa, par le biais du ministère du Commerce international, a le devoir de rendre public les textes de la Zone de libre-échange des

Amériques dans les jours qui suivent. « C'est élémentaire, les gens en ont besoin pour manifester ! »

Celle qui demandait la semaine dernière la traduction en français des 900 pages qu'elle a reçues d'Ottawa se désole maintenant de voir que la nécessité de traduire les textes négociés est utilisée comme un prétexte pour remettre à plus tard leur divulgation. « Selon moi, ça ne prend pas plus de trois jours de travail intense pour traduire ces textes en portugais et en français », avançait la ministre.

Sur ce point, les têtes d'affiche des organismes qui s'opposent à la mondialisation au détriment des services sociaux, des droits des travailleurs et de l'environnement, étaient d'accord avec M^{me} Beaudoin. Mais ils ne s'empêcheront pas de la courtiser pour jeter un regard sur le document au plus vite.

« Si les membres de la Commission sur les institutions ont pu voir ces documents, je ne vois pas pourquoi nous n'y aurions pas accès. On va communiquer avec la ministre dès demain », lançait hier le président de la Centrale des syndicats nationaux, Marc Lavolette.

Laure Waridel, membre d'Équiterre, un organisme environnementaliste, notait

que les spécialistes écologistes attendent de pied ferme les documents pour les décortiquer et verrait d'un bon oeil la collaboration de M^{me} Beaudoin.

Mais avec ou sans texte en mains, les organismes humanitaires ont toujours amplement de raisons de manifester à Québec le 21 avril, au dire de la présidente de la Centrale des syndicats du Québec. « On connaît déjà très bien la logique des chefs d'État qui ont négocié ces textes. C'est certain que c'est tard de les rendre publics après le Sommet, mais ça sera pratique pour après, car on est loin d'une entente finale », exposait Monique Richard hier.

Les mouvements antimondialisation, comme SalAMI, Opération Québec Printemps 2001, le Groupe opposé à la mondialisation des marchés et Convergence 2001 voient comme une victoire de la société civile le changement d'attitude des 34 États face à la transparence du processus de négociation de la ZLEA. « Qu'ils aient accepté démontre la pertinence politique des forces antimondialisation », s'enthousiasmait Stéphane Paquette, d'OQP 2001, hier matin, en espérant que les délais de traduction, annoncés par Pierre Pettigrew, seront révisés.

Les cégeps songent à une grève générale

LAURA-JULIE PERREAULT

LES REPRÉSENTANTS de cégeps des quatre coins de la province se sont rencontrés en catimini à Sherbrooke ce week-end. À deux semaines du Sommet des Amériques, les leaders étudiants préparent de concert leur participation aux grandes manifestations de Québec. Grèves illimitées et levées de cours en vue.

C'est d'abord le cégep F.-X.-Garneau de la région de Québec qui a ouvert le bal de la résistance à la mondialisation en votant la semaine dernière une grève illimitée, qui entrerait en vigueur le 18 avril, alors que le Sommet des peuples, alternative civile au Sommet des chefs d'État, battra son plein. À cause de certaines irrégularités de procédures, le vote sera repris cette semaine. Le cégep de Trois-Rivières a pour sa part décrété une levée de cours le 20 avril.

Au dire des étudiants, ces arrêts de

cours ont pour but de libérer ceux qui veulent manifester aux côtés des milliers de personnes attendues dans la Vieille Capitale.

Plusieurs autres collègues à travers la province veulent maintenant emboîter le pas en lançant un appel à la grève. Les leaders étudiants accordent leurs violons pour convaincre leurs pairs de la nécessité de ce débrayage.

L'association étudiante du Cégep du Vieux-Montréal consultera l'ensemble de ses membres lors d'une assemblée générale qui se tiendra le 18 avril. « On veut d'abord donner plus d'informations aux étudiants, distribuer des journaux d'information sur la ZLEA que tous les cégeps ont préparés ensemble. Quand le *rush* de mobilisation aura fait son oeuvre, on convoquera notre assemblée. Mais deux semaines avant, on pense que c'est trop tôt », notait hier Rémi Bourget, du Vieux-Montréal. Selon lui, seulement

10 % des cégepiens sont au fait des enjeux entourant le Sommet.

Les regroupements étudiants du Cégep Saint-Laurent, du Cégep de Maisonneuve ainsi que ceux de Limoilou, de Trois-Rivières, de Granby et de Sainte-Foy étaient apparemment présents, hier, à la table de concertation de Sherbrooke, pour établir une stratégie commune.

La Fédération étudiante collégiale du Québec, la FECQ, qui représente 13 institutions, a été gardée à l'écart de ces discussions. Une nouvelle association, baptisée ASSÉ (Association pour la solidarité syndicale étudiante), regroupe maintenant les collègues les plus radicaux de la province. « Nous recommandons d'abord à nos membres une levée de cours qu'une grève, car maintenant que nous avons accès aux textes de la ZLEA, je ne vois pas pourquoi nous ferions une grève », expliquait hier un représentant de la FECQ.

Venezuela, Mexique et Colombie créent un fonds social

Associated Press

CARACAS — Le Mexique, la Colombie et le Venezuela créeront un fonds social de 156 millions afin de protéger les pauvres quand l'Amérique latine démantèlera ses barrières tarifaires, ont annoncé hier les présidents des trois pays.

« C'est une idée extraordinaire conçue pour injecter un contenu social plus im-

portant dans le processus d'intégration, a expliqué le président du Venezuela, Hugo Chavez. Il ne peut y avoir d'accord d'intégration excluant les pauvres, parce que cela ne fonctionnera pas. »

M. Chavez et ses homologues mexicain et vénézuélien, Vicente Fox et Andres Pastrana, ont annoncé la création de ce fonds à l'issue d'un sommet tenu ce week-end, afin de faire revivre un pacte

commercial vieux de six ans baptisé le Groupe des Trois.

Avec l'appui de la Banque interaméricaine de développement et de la Société andine de développement, le fonds aidera les pays moins développés, comme ceux de l'Amérique centrale, à se préparer en prévision de l'entrée en vigueur d'une zone de libre-échange dans toutes les Amériques.

Isuzu, 85 ans d'expérience.



- MOTEUR V6 3.2 LITRES 205 HP
- VITRES ET PORTES ÉLECTRIQUES
- GARANTIE DE 5 ANS / 100 000 KM SUR LE GROUPE PROPULSEUR
- CLIMATISATION
- LECTEUR CD

	Rodeo S 2001		
Mensualité	434 \$	399 \$	326 \$
Comptant	0 \$	1595 \$	4995 \$

399\$ / Mois
Bail de 48 mois

Taux de location de 1,9%
Comptant de seulement 1595\$
Frais de transport inclus

ISUZU
Loin devant.

www.isuzucanada.com

*Basé sur un Isuzu Rodeo S 15A 2001. PDSF 32 465 \$. Ces mensualités sont calculées sur un bail de 48 mois et comprennent le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat un acompte initial (ou échange équivalent) ainsi qu'un premier versement et un dépôt de garantie vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûte que 0,12 \$. Programme 24 000 km aussi disponible. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Pour plus de détails, contactez votre détaillant Saturn Isuzu le plus près de chez vous ou composez le 1 800 263-1999

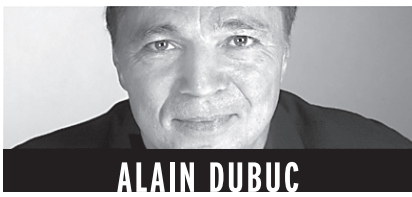
Saturn Saab Isuzu de Blainville (450) 437-6317	Bourassa Saturn Saab Isuzu (Laval) (514) 385-9191	Saturn Saab Isuzu de Brossard (450) 672-2500	West Island Saturn Saab Isuzu (514) 332-4424
Gravel Saturn Saab Isuzu (Montréal) (514) 861-2000	Nondal Saturn Saab Isuzu (Montréal) (514) 385-7222	Saturn Saab Isuzu de Terrebonne (450) 954-1374	Décarie Saturn Saab Isuzu (514) 342-2222

FORUM

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Editorialiste en chef

Vive la transparence



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

La ministre québécoise des Finances, Pauline Marois, s'engage à ouvrir le processus budgétaire et à le rendre plus transparent. Elle est même ouverte à l'idée, évoquée par les libéraux, d'une commission parlementaire où seraient au préalable discutés publiquement les paramètres budgétaires.

Il y a là un virage qu'il faut applaudir. Cette volonté de changement de la ministre, qu'elle a déjà mise en pratique dans son budget en décrivant de façon tout à fait non équivoque les réserves de 950 millions qu'elle constituait, ferait progresser le débat démocratique de façon significative et améliorerait également la façon dont les gouvernements élaborent leurs budgets.

L'absence de transparence s'explique par la tradition du secret qui entoure depuis des décennies la préparation des budgets. Une tradition parlementaire qui a perdu son sens et dont il faut s'affranchir. Le secret se justifiait à l'époque par l'importance d'éviter que la connaissance d'éléments de budget ne permettent à certains d'utiliser les informations à la spéculation ou à des fins personnelles. Mais le contenu des budgets a changé, tant et si bien que les cas où ces documents peuvent permettre à certains d'avoir des informations privilégiées sont très rares.

Mais fondamentalement, pour des raisons politiques, la pratique est restée. Les budgets sont devenus des documents très politiques,

où l'on cultive les effets surprises, les fuites calculées. Cela mène à des stratégies peu transparentes, notamment la pratique qui consiste à cacher l'état réel des finances publiques avant le dépôt du budget et donc la marge de manoeuvre réelle des gouvernements.

Ouvrir le processus budgétaire, comme le souhaite le gouvernement Landry, cela ne signifie pas tout révéler à l'avance, mais rendre publics les paramètres du budget, comme les prévisions économiques, l'état des finances publiques, et aussi les ressources dont disposera un gouvernement. Cela permettrait entre autres d'éviter des sorties comme celle du ministre François Legault sur de prétendues coupures à l'Éducation, sur laquelle il était impossible de se prononcer parce qu'on ne connaissait pas les chiffres.

C'est par exemple ce qu'a fait Paul Martin, il y a plus d'un an, en révélant l'ampleur de sa marge de manoeuvre. Une telle ouverture est la seule façon de favoriser de véritables débats publics et d'éviter que les citoyens soient placés, le jour du discours du budget, devant un fait accompli. C'est aussi la meilleure façon d'éviter que des fonctionnaires prennent des décisions en vase clos. Les libéraux de Jean Charest ont profité de cette ouverture de la ministre pour suggérer d'autres façons d'accroître la transparence, entre autres en rendant publics les coûts réels des concessions fiscales aux entreprises. Cela aussi est souhaitable. Il y aura certainement d'autres suggestions, qui proviendront tout autant du camp péquiste que libéral. Cela nous rappelle que la recherche de la transparence est un processus continu, et que cela ne doit pas être un enjeu partisan, mais plutôt un effort commun pour améliorer le fonctionnement de la démocratie.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

RÉPLIQUES

Alcool : appuyons le ministre des Transports

Monsieur Jean-Guy Dubuc, président de Educ'alcool, QUELLE DÉCEPTION, monsieur Dubuc, de lire vos récents propos tenus dans *La Presse* (22 mars) ! Pour vous, président d'un organisme semble-t-il voué à la sensibilisation face aux problèmes causés par l'alcool, le ministre Chevette ne prône que la répression en voulant abaisser la limite de l'alcoolémie à 0,04, en imposant des sanctions graduées selon le taux d'alcool ou en interdisant l'alcool pour les conducteurs professionnels.

Pour nous, le ministre ne fait que son travail. Et on a bien hâte que l'alcool disparaisse des routes du Québec. Dois-je vous rappeler les horribles statistiques : près d'un mort par jour dû à l'alcool sur nos routes, des milliers de blessés et un nombre plus grand encore de victimes indirectes. J'en suis. Ma femme est morte à cause de l'alcool au volant. Mes fils ont perdu leur mère.

À vous entendre on vous penserait avocat défendant la charte des droits et libertés ou promoteur à la solde des brasseries. Qui donc finance Educ'alcool ? Derrière vos populaires slogans, on croit entendre la modération oui mais consommez tant que vous le pouvez, n'importe où, n'importe quand.

Désolé monsieur, je suis du côté de la vie. Le plaisir lié à l'alcool oui, mais pas sur les routes. Des mesures de prévention, d'éducation alliées à une menace de sanctions réelles, voilà ce qu'il faut pour changer des mentalités. Il est temps de donner un coup de barre. Commençons donc par les camionneurs, les chauffeurs de taxi, les pilotes d'avion...

Pour vous, conduire une voiture après avoir pris 3-4 bières, ce n'est pas dangereux ! Je suis médecin, accepteriez-vous que je vous opère en étant à 0,08 ?

CLÉMENT PAYETTE
médecin

Regain d'intérêt pour la lutherie

Madame Gritli, PERMETTEZ-MOI de réagir à votre article intitulé « Fascinant lutherie », paru le 23 mars, dans *La Presse*. Disons d'abord qu'il est très appréciable que des chroniqueurs journalistes comme vous tentiez de dresser un portrait à jour de l'état des arts et métiers d'art au Québec.

En ce qui a trait aux lieux d'enseignement de la lutherie au Québec, précisons qu'il y a une autre école de lutherie au Canada que celle du cégep de Limoilou à Québec, et elle est située au cégep Édouard-Montpetit à Longueuil, et cela depuis 1975 !

En effet, cette école dont j'ai moi-même précisé les paramètres pédagogiques, offre, depuis plus de vingt-cinq années, des formations en lutherie (guitare classique et guitare à cordes d'acier). Un grand nombre de luthiers-guitaristes du Québec ont d'ailleurs reçu leur formation à notre atelier-école. Aussi, plusieurs centaines d'étudiants y ont reçu un apprentissage du métier de luthier et ont pu à travers la fabrication de guitares, élargir leurs connaissances dans les différentes sphères reliées à la lutherie : physique du son, langage musical, origine et évolution des instruments à cordes, technique de travail (outils manuels et machines-outil), formes et dessins et physiologie de l'arbre (propriétés physiques du bois).

Cet enseignement, que je donne avec l'aide de trois luthiers formateurs (G. Mercier, M. Bourassa et O. Breton), se fait dans la tradition maître-élèves, tout en tenant compte des techniques nouvelles et du développement des sciences reliées à la lutherie.

De plus, je dois souligner que depuis 1995, l'Institut des métiers d'art du Québec (cégep du Vieux-Montréal) a donné à l'école-atelier de lutherie du cégep Édouard-Montpetit, la responsabilité de l'enseignement de la lutherie au niveau collégial ; technique des métiers d'art, spécialisation lutherie, programme 573 en formation continue.

Pour ce qui est de l'intérêt des jeunes (et des moins jeunes) pour la lutherie au Québec, il est en effet important et même crucial. Disons simplement qu'en plus de la formation en spécialisation lutherie dispensée pour l'Institut des métiers d'art (cégep du

Vieux-Montréal), nous recevons chaque année une centaine d'étudiants en « formation libre ». Ces formations sont offertes au grand public. Malgré ce grand nombre d'étudiants inscrits, les listes d'attente restent longues et ne semblent pas vouloir maigrir.

ANDRÉ BRUNET
responsable de l'école-atelier de lutherie du cégep Édouard-Montpetit

Il n'y a pas de plaies honteuses à l'école Saint-Luc

Mme Ouimet, NOTRE ÉCOLE a fait les manchettes (*La Presse*, 14 mars), il y a quelques semaines, à la suite d'un malheureux événement qui n'aurait pas dû avoir lieu.

Cette lettre ne se veut pas le procès de notre collègue. Le juger n'est pas de notre ressort. Depuis, la poussière est retombée, les médias ont abordé d'autres sujets d'actualité. Cependant, l'ambiance à l'école Saint-Luc est fort différente. Nous voulons donc réagir, dire haut et fort notre indignation contre ce procès qui généralisait un événement isolé. Même s'il ne s'agissait que d'un seul cas, que d'un seul enseignant, toute l'école en a subi le contrecoup et a souffert de cette perte de confiance de la part des élèves et de leurs parents.

Sachez que notre équipe a à coeur de donner aux élèves un enseignement de qualité, et qu'aucun effort n'est ménagé en ce sens. Le « quinze minutes de lecture » est une activité quotidienne visant à relever la qualité du français de nos élèves, pour la plupart allophones. L'incident qui nous préoccupe ne s'est pas produit dans le cadre de cette activité.

Nous tenions à faire cette mise au point pour montrer qu'il n'y a pas de plaies honteuses, qu'il n'y a pas cette culture du secret dont vous mentionnez l'existence. Bien au contraire, c'est la raison pour laquelle nous ne voulions pas garder le silence sur cet événement.

Sophie Lapière, Bernard Dubé, Caroline Limoges, Louise Caron, Claudette Hatin, Marie-Josée Lemieux, Lucie Desruisseaux, Marguerite Chelico, Margareth Poteau, Mary La Posta, Rita Georgy-Fala, Steeve Leblanc, Chantal Saint-Arnaud et Nathalie Trudel

Famille : le modèle québécois

J'ÉCRIS EN réaction à l'article intitulé, « Génération divorce », signé par Mme Rima Elkouri dans *La Presse*, du 28 mars.

J'ai été surprise des réactions à l'étude du Dr. Wallerstein. Ayant personnellement lu « The Unexpected Legacy of Divorce », j'ai de la difficulté à comprendre d'où proviennent ces accusations de « courant moralisateur américain » étant donné que le Dr. Wallerstein elle-même se donne la peine de spécifier qu'elle ne s'oppose pas au divorce et dénonce même l'opposition formelle au divorce comme étant de la moralisation mal placée. Sa thèse est que les intérêts des parents et des enfants ne coïncident pas nécessairement. Que même si le parent trouve un équilibre, l'enfant ne suivra pas nécessairement par osmose. Nulle part le Dr. Wallerstein ne condamne les parents divorcés. Elle les invite simplement à prendre une décision claire et informée prenant en considération les conséquences possibles d'une telle décision.

J'ai trouvé que l'article et même les psychologues interrogés ont fait preuve de peu d'objectivité, souhaitant à tout prix que le divorce n'ait pas de conséquences durable chez les enfants.

Pour ce qui est de la dernière réflexion : « ici au Québec, on tend à démontrer (...) qu'il suffit de construire un environnement sain et de ne pas faire des enfants les otages du divorce pour qu'un nouveau modèle familial soit un succès ». Cela me pose question. Le Québec a l'un des taux de divorce les plus élevés, l'un des taux de natalité les plus faibles, l'un des taux d'avortement les plus élevés, l'un des taux de mariage les plus faibles et l'un des taux de suicide les plus élevés. Sans en imputer le blâme sur la seule question du divorce, je me demande sincèrement si nous devrions nous vanter du modèle familial québécois, étant donné qu'il ne semble pas avoir produit la société la plus équilibrée qui soit.

THUY-LINH NGUYEN

La dérive dictatoriale



AGNÈS GRUDA
agruda@lapresse.ca

Pour souligner le premier anniversaire de son élection, le président Vladimir Poutine a voulu s'offrir un joli cadeau : mettre sous sa coupe la seule chaîne de télévision russe critique à l'égard de son régime. C'est un gros pas vers la disparition de toute presse indépendante en Russie.

La chaîne NTV est connue pour ses reportages sur les sujets les plus délicats : la corruption, le délabrement des services publics ou encore la guerre en Tchétchénie. Son émission satirique *Koukli*, où les dirigeants du pays étaient représentés par des marionnettes, lui a acquis une notoriété internationale.

Il y a des mois que la société d'État Gazprom tente de prendre le contrôle de NTV qui appartient majoritairement à Vladimir Goussinski, un magnat de la presse soupçonné de fraude, qui se réfugie actuellement en Espagne en attendant son éventuelle extradition. La bataille entre ce « Citizen Kane » russe et Gazprom a connu toutes sortes de rebondissement judiciaires. Mardi dernier, la société d'État a remplacé toute l'équipe de direction de NTV. Cette purge a été justifiée par des problèmes financiers. Mais ce qu'elle met véritablement en jeu, c'est la liberté de presse au pays de Vladimir Poutine.

Car il n'y a pas que NTV. Selon l'organisme Reporters sans frontières, le gouvernement russe mène « une politique délibérée de prise de contrôle de l'ensemble des médias audiovisuels d'audience nationale en Russie ». L'État a ainsi réussi à contrôler ORT, une télévision privée dont la direction est branchée directement sur le Kremlin. Le troisième réseau, RTR, appartient déjà au gouvernement. Si le coup de force de Gazprom réussit, il n'y aura plus une seule chaîne nationale indépendante du pouvoir en Russie.

Le conglomérat de Goussinski, MediaMost, compte aussi un magazine, un quotidien, une radio et une maison d'édition. Ces médias ne sont pas à proprement parler in-

dépendants, puisqu'ils appartiennent à un oligarque ayant toutes sortes d'intérêts à promouvoir. Mais ils constituent le dernier bastion d'opposition dans un pays de plus en plus soumis à la poigne de fer de son président.

Or, en plus de vouloir s'emparer de NTV, Gazprom mène un assaut en règle contre tout l'empire MediaMost. La maison d'édition qui publie le quotidien politique *Sevotnia* serait sur le point de vivre un remaniement semblable à celui de NTV. Et selon Reporters sans frontières, les jours de ce quotidien très critique à l'égard du pouvoir seraient comptés.

Pour le *Moscow Times*, un journal publié en anglais à l'intention des expatriés vivant à Moscou, la Russie se trouve à un tournant. « Ou bien les médias seront un outil permettant aux citoyens de contrôler la classe politique ou bien ils deviendront une arme d'oppression brandie contre le peuple », écrit ce journal dans un éditorial cinglant.

Avec la résistance des journalistes de NTV qui refusent de coopérer avec leurs nouveaux patrons, avec l'intérêt que porte à cette chaîne l'investisseur américain Ted Turner, le sort de la presse libre en Russie n'est pas encore tout à fait scellé. Mais le patient est faible.

Élu il y a un an après une décennie de turbulences économiques et politiques, Vladimir Poutine s'est engagé à ramener ce pays sur la voie de la stabilité et de la prospérité. Pour y arriver, il a concentré de plus en plus de pouvoirs entre ses mains. Y compris le pouvoir de l'information.

Tout ça pour quoi ? La Russie vient de connaître un mini-boom, avec une croissance de près de 8 % en 2000. Mais déjà, l'économie s'essouffle. Poutine n'a pas réussi à juguler l'inflation. Sous son règne, les fuites de capitaux se sont accélérées. Et les seuls oligarques qui se sont fait mettre des bâtons dans les roues sont ceux qui possèdent des médias d'information.

Vladimir Poutine veut sortir la Russie de la dèche, devenir la libéralisation de son économie et la faire accepter au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Il est en demande face à l'Occident. C'est le moment de lui faire savoir que sa dérive dictatoriale ajoute une bien mauvaise note à son dossier.

VOUS VOULEZ NOUS ÉCRIRE ?
Adresse électronique :
edito@lapresse.ca

FORUM

Le Québec, une nation d'Amérique et d'avenir

BERNARD LANDRY

Nous présentons ici un texte que le premier ministre du Québec nous a fait parvenir dans le cadre de notre série de textes sur le Sommet des Amériques.

Au nom du gouvernement du Québec et de l'ensemble des Québécoises et Québécois, il me fait plaisir de souhaiter la bienvenue, dans notre capitale nationale, aux dirigeants, délégués et observateurs qui participent au 3^e Sommet des Amériques.

Je souhaite également la bienvenue aux femmes et aux hommes des quatre coins du continent venus participer au 2^e Sommet des Peuples des Amériques.

Le Québec s'affirme dans les Amériques depuis près de 500 ans. Ses liens avec les autres régions et pays du continent n'ont jamais cessé de se développer, d'abord par l'exploration, puis par la migration, et enfin grâce à de nombreux échanges commerciaux, touristiques, sociaux et culturels. Ils ne pourront que s'enrichir avec la création de la Zone de libre-échange des Amériques.

Le récent débat entourant la place du Québec au Sommet des

Amériques est cependant venu nous rappeler le prix que doit payer une nation qui n'a pas sa souveraineté. Le Québec a beaucoup à dire, notre patrie est porteuse d'une vision d'Amérique et d'avenir. Nous sommes cependant privés du droit de parole, réduits au silence sur des questions qui touchent pourtant nos propres champs de compétence.

Une conviction américaine

Le Québec est depuis longtemps un ardent promoteur de l'ouverture des marchés. Pour le gouvernement, la négociation d'une zone de libre-échange des Amériques s'inscrit dans la même perspective. Car les accords précédents (ALÉ, ALÉNA) nous ont été profitables : les entreprises ont su relever le défi et le Québec est devenu le septième plus important partenaire commercial des États-Unis.

La conviction américaine du gouvernement s'est aussi concrétisée sous la forme de la Décennie québécoise des Amériques. L'initiative vise à tripler le nombre d'entreprises québécoises exportant



Bernard Landry

en direction des Amériques (de 500 actuellement à 1500 à l'horizon 2010), à accroître le nombre de Québécoises et de Québécois parlant l'espagnol (augmentation de 4 % à 12 % de la population), à susciter un courant d'échanges de jeunes (3000 annuellement) par la création de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) et

plus généralement à intensifier la dimension hémisphérique de l'ensemble des programmes et activités internationales du gouvernement.

Des valeurs essentielles

Si le gouvernement du Québec dit oui à l'économie de marché, il dit non à la société de marché. La santé, l'éducation, la culture, en bref le développement social ne peut être assujéti à une logique strictement commerciale.

L'ouverture des marchés à l'échelle continentale doit se faire à l'intérieur des balises que sont le respect des droits humains et sociaux, ainsi que de ceux des travailleurs. Ici même, elle doit respecter nos compétences constitutionnelles.

Le gouvernement du Québec a, par ailleurs, été l'un des premiers à rendre accessibles les textes des négociations aux parlementaires de l'Assemblée nationale, qui s'est elle-même longuement penchée sur les effets de l'intégration des Amériques. Au chapitre de la démocratie et de la transparence, le Québec est aujourd'hui à l'avant-garde.

Les cultures nationales

Le gouvernement du Québec

considère qu'il est impérieux de promouvoir la diversité des cultures, des langues et des identités nationales. Il croit que l'éventuel texte instituant la ZLEA devra inclure une clause d'exemption culturelle claire, qui protégera le droit des États des Amériques de définir librement leurs politiques culturelles et les instruments d'intervention qui y concourent.

Puisque la langue française est chez elle en Amérique, la future ZLEA doit également respecter les quatre langues majeures parlées sur son territoire, soit l'espagnol, le portugais, l'anglais et le français.

Agir sur la mondialisation

Fort de l'appui massif de sa population, le Québec a joué un rôle déterminant dans la conclusion des premiers accords de libre-échange. Son économie, qui est aujourd'hui l'une des plus diversifiées et des plus ouvertes au monde, s'adapte sans cesse à de nouveaux marchés.

Car, pour nous Québécoises et Québécois, la mondialisation n'est pas un système, une idéologie ou une philosophie : c'est une réalité sur laquelle nous pouvons et nous devons agir afin, notamment, de préserver notre identité nationale.

Le discours antimondialisation va à l'encontre des intérêts des pays pauvres

MARIA MINNA

L'auteure est ministre fédérale de la Coopération internationale responsable de l'Agence canadienne de développement international.

Lorsque j'écoute les détracteurs de la mondialisation, je suis frappée par le fait que leurs arguments vont à l'encontre des intérêts des pays pauvres, ceux-là même qu'ils disent défendre. Les dirigeants et les citoyens des pays en développement avec lesquels je discute sont catégoriques : ils sont en faveur du commerce. Ils souhaitent que les échanges commerciaux favorisent la prospérité, pour réduire la pauvreté.

Nos détracteurs font fausse route. Si leur point de vue devait triompher, leurs manifestations anti-commerce auraient pour effet de maintenir les pauvres dans la pauvreté.

Le commerce n'est qu'un aspect de la prospérité.

Au Sommet des Amériques, les dirigeants examineront un autre remède qui contribuera à démarginaliser les pauvres. Ce remède est d'une grande portée. Il bénéficiera à tous, y compris aux populations pauvres et marginalisées, et non pas seulement aux riches entreprises.

À ceux qui mettent en doute les motifs du Canada, voici mes réponses. Je crois que partager les richesses afin de réduire la pauvreté est une obligation morale.

Je crois également que l'avenir de nos enfants sera plus prometteur et plus sûr si nos voisins connaissent la prospérité et se sentent en sécurité. En qualité de ministre de la Coopération internationale, j'imagine un continent américain où vivent des citoyens en bonne santé et instruits, où les pays sont dirigés par des gouvernements efficaces et où les marchés sont prospères. Mon ministère, l'Agence canadienne de développement international (ACDI), et notre gouvernement partagent cette vision.

S'il est une vérité irréfutable, c'est qu'aucun pays riche ou industrialisé ne ferme ses portes aux échanges internationaux. L'ouverture commerciale est une condition indispensable de la prospérité. Elle ne suffit pas en soi, mais elle est essentielle. L'Asie de l'Est en est un exemple parfait. Au cours des quarante dernières années, les pays de cette région ont connu une réduction sans précédent du pourcentage de leur population croupissant dans la pauvreté. Comment y sont-ils arrivés ? Ils ont ouvert leurs

marchés, attiré les investisseurs et consacré d'énormes ressources à l'éducation. Résultat : aujourd'hui, 15 % des citoyens sont pauvres, comparativement à environ 40 % en 1960.

Le gouvernement du Canada sait que l'intégration économique — comme celle que nous nous efforçons de réaliser en établissant la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) — doit s'accompagner de politiques et de programmes judicieux si nous voulons qu'elle bénéficie aux pauvres. Ce que la ZLEA permettra d'obtenir dépendra de la volonté politique et des plans que les gouvernements préconiseront à Québec. Les Canadiens seront heureux et fiers d'apprendre que le programme du Sommet est équilibré, car il s'articule autour des volets suivants : renforcer la démocratie, développer le potentiel humain et créer la prospérité.

Nous soutenons ce programme parce que nous pensons qu'une politique sociale appropriée est indiscutable d'une bonne politique économique et que les séparer est aberrant et futile. La protection et les services sociaux sont des éléments essentiels du développement économique. Il n'est que juste que les gouvernements défendent des politiques sociales inclusives pour protéger ceux à qui un changement rapide peut faire du tort et pour donner aux gens les moyens de tirer parti des nouvelles possibilités qu'offre le commerce.

Nous croyons en outre que les institutions politiques doivent écouter tous les citoyens et les aider à concrétiser leurs droits fondamentaux. Ces institutions doivent traiter les gens comme des citoyens qui veulent prendre leurs propres décisions et se sortir de la pauvreté, non pas comme des objets de compassion.

Elles doivent concevoir des mécanismes permettant à tous de faire entendre leur voix. C'est ce que nous entendons par la démocratisation et le bon gouvernement — le renforcement des droits de la personne et la consolidation des parlements, la capacité électorale, et les systèmes de justice.

Les Canadiens seront également fiers de savoir que, depuis de nombreuses années, l'ACDI aide à réaliser l'équilibre entre le développement économique, social et démocratique dans les Amériques. Le Canada a à son actif de nombreuses réussites qu'il peut prendre pour assise.

Par exemple, au Salvador, des fonds et le savoir-faire canadiens ont aidé la région de Chalatenango à sortir de la misère. Des décennies de culture du maïs sur des pentes abruptes avaient provoqué une grave érosion du sol. L'économie locale était au mieux marginale, et les villageois survivaient grâce à une diète de subsistance réduite à l'essentiel. Un projet de l'ACDI a permis d'enseigner aux fermiers des techniques écologiques qui limitent l'érosion et préservent l'eau,



Maria Minna

puis d'introduire des cultures de vente courante comme la laitue, le riz et le sésame. L'ACDI a aidé les fermiers à établir une coopérative où les femmes ont des rôles de premier plan. Au fil du temps, les produits ont été vendus sur les marchés régionaux, puis nationaux. Les profits allant en croissant, les membres de la coopérative en ont investi une partie dans les écoles locales et des travaux communautaires.

Ce n'est là qu'un exemple de projets parmi tant d'autres qui ont transformé la vie des bénéficiaires en Amérique latine et dans les Antilles. Il montre que le commerce peut, même à petite échelle, avoir un effet positif. On se demande ce que les populations des pays en développement penseraient des arguments anti-commerce de nos protestataires.

Il est clair que notre hémisphère pourrait tirer parti d'une croissance économique équitable et de la démocratisation. Les dirigeants des Amériques savent que malgré dix ans de solide croissance économique et de démocratisation, l'Amérique latine et les Antilles comptent toujours parmi les régions où les inégalités sont les plus marquées. Cela est, de toute évidence, inacceptable.

Cette situation doit changer.

Je suis convaincue que ce sera le cas. Malgré ce que disent les pourfendeurs de la mondialisation, les dirigeants des Amériques sont conscients du lien crucial entre le développement économique, les politiques sociales et la démocratie. Je crois que la déclaration du Sommet le démontrera.

Je crois en outre que nos gouvernements veulent un plan d'action détaillé qui prévoient des mesures précises sur les thèmes de la prospérité, du renforcement de la démocratie et du développement du potentiel humain. Ils veulent que l'argent généré par la prospérité soit investi dans des programmes de réduction de la pauvreté, dans l'amélioration des systèmes d'éducation et de santé, dans la protection de l'environnement, dans la bonne gouvernance, dans l'établissement de tribunaux impartiaux, et dans une participation plus démocratique des groupes marginalisés.

Le plan d'action du Sommet est un avant-projet pour le millénaire dans les Amériques. Je pense que nous pouvons atteindre notre objectif — bâtir un monde meilleur pour les Amériques, du Nord et du Sud — en entretenant la dynamique politique et en multipliant nos efforts.

La démocratie avant tout!

CHRISTIAN ROBITAILLE

L'auteur est président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Le Sommet de Québec, qui réunira en avril prochain les chefs d'État et de gouvernement des Amériques, de même que des banquiers et marchands de toutes sortes, culmine à une altitude si élevée qu'il sera virtuellement impossible de connaître avec précision les tenants et aboutissants de ce qui s'y trame.

S'il y en a pour croire que ces personnalités se soucient peu de l'opinion publique, détrompez-vous ! Le caractère hautement secret des négociations sur la création d'une zone de libre-échange des Amériques démontre au contraire que ces gens-là, y compris les plus hautes instances de l'État fédéral canadien, craignent que la population sache véritablement et concrètement de quoi il s'agit. S'ils se comportent comme des groupes d'intérêt ayant quelque chose à cacher, c'est parce que c'est effectivement le cas.

À défaut de connaître avec exactitude le contenu et l'état des négociations, divers indices donnent néanmoins un aperçu des enjeux. Qu'il s'agisse de pourparlers menés dans le cadre de l'OMC ou du processus permanent de négociation instauré par l'ALÉNA, on sait que les services sont dans la ligne de mire des grandes corporations, qui voudraient s'en emparer pour des raisons pécuniaires évidentes. Dans la plupart des pays développés, les services, en particulier la santé et l'éducation, constituent un secteur encore largement contrôlé par l'État. Or, il s'agit là d'un secteur potentiellement lucratif. Au Québec, on connaît la propension des entreprises privées à vouloir investir les services assurés par l'État. Les contrats d'exclusivité accordés à Pepsi-Cola à l'Université de Montréal, l'ouverture d'un restaurant Harvey's à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, la construction d'un pont à péage que Guy Chevrette veut confier à l'entreprise privée pour relier Montréal à la banlieue, ne sont que la pointe visible de l'iceberg.

En tant que fédération étudiante universitaire, nous nous préoccupons particulièrement de l'éducation. Ce que nous observons présentement nous inquiète déjà : financement de la recherche par des intérêts privés, commande de cours, dépendance croissante du budget des universités à l'égard des sources de financement non gouvernementales, etc. Les négociations internationales actuelles pourraient, si elles aboutissent, faire paraître ces préoccupations comme relativement dérisoires par rapport à ce qui nous attend. L'éducation est perçue comme un « marché » évalué en termes de milliards de milliards de dollars, annuellement. La privatisation éventuelle des services souhaitée par les grandes entreprises multinationales ? surtout américaines — qui sont les véritables instigatrices de ces négociations, portera atteinte au contrôle que nous exerçons, collectivement, sur nos institutions.

Jusqu'à présent, le gouverne-

ment canadien a toujours refusé que l'éducation fasse partie des ententes de libre-échange. Toutefois, ce qui donne matière à beaucoup d'inquiétude réside dans le caractère permanent des négociations. En d'autres termes, ce qui échappe actuellement au libre-échange devra faire l'objet de négociations ultérieures. Pendant combien de temps nos gouvernements résisteront-ils à la tentation d'ouvrir leur « marché » éducatif ? On sait que le gouvernement canadien, par l'entremise du ministre Pierre Pettigrew, veut favoriser l'exportation des « services éducatifs » lors des prochaines négociations sur l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Comment croire que le Canada pourra percer le « marché » des autres pays sans ouvrir le sien ?

Au Québec, la commercialisation de l'éducation s'est accentuée depuis quelques années. Les institutions scolaires ressemblent de plus en plus à des entreprises destinées à vendre des « services éducatifs » à une « clientèle ». Elles sont mises en concurrence les unes avec les autres. C'est pour cela aussi qu'on cherche à évaluer la « performance », à dresser un palmarès des « meilleures » écoles et universités. Si on persiste dans cette voie, notamment à cause de la mondialisation et du libre-échange, l'éducation, au Québec et ailleurs, risque de souffrir des mêmes maux qui menacent le système de santé : les meilleurs écoles, collèges et universités, comme les meilleures cliniques, seront éventuellement réservés à la « clientèle » qui peut se les payer. Les autres devront se contenter d'une éducation jugée « inférieure », qui leur fermera bien des portes. Exit la gratuité de l'enseignement et l'égalité des chances !

Ce sont ces enjeux ? et bien d'autres encore — qu'on veut nous cacher. Une entente éventuelle aura un impact majeur sur notre souveraineté, notre façon d'être, nos

valeurs, nos libertés. C'est pour cela que la population doit être informée du contenu et de l'état actuel des négociations. C'est également pour cela que toute entente doit être soumise à un référendum. En 1988, l'entente de libre-échange entre le Canada et les États-Unis avait été au cœur de la bataille électorale lors des élections fédérales. Les partis politiques opposés à l'entente ont perdu les élections même s'ils ont recueilli la majorité des suffrages (plus de 53 %). Quelques mois plus tard, l'entente de libre-échange était ratifiée, comme si le gouvernement conservateur en avait obtenu le mandat.

Nous sommes d'accord avec les initiatives qui, comme celle du président de l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Charbonneau, visent à rendre publics les documents dont dispose actuellement le gouvernement du Québec. Ce dernier refuse en prétextant qu'ils sont la propriété du gouvernement fédéral, à qui il reviendrait d'en disposer à sa guise. Mais compte tenu de l'importance de ces documents, le gouvernement du Québec doit se référer au principe le plus fondamental : celui de démocratie.

L'éducation, au Québec et ailleurs, risque de souffrir des mêmes maux qui menacent la santé.

Irene Pepperberg, de la chimie au comportement des oiseaux



PIERRE GINGRAS

BOSTON - « Bye ! I'm gonna go eat dinner. I'll see you tomorrow. »

Ces paroles, Irene Pepperberg les entend chaque soir quand elle quitte son laboratoire de recherche. Comme un collègue de travail, Alex lui envoie ses salutations amicales : « Je m'en vais dîner. Je te revois demain. » Parfois, il ajoute « I love you ». Ce qui pourrait faire craquer n'importe qui.

Voilà près de 25 ans que Mme Pepperberg travaille avec Alex et plus récemment avec quelques-uns de ses cousins, Arthur et Griffin. Ses travaux ont démontré que les perroquets gris d'Afrique sont infiniment plus que des machines à imiter la voix humaine, qu'ils peuvent communiquer réellement avec nous et qu'ils sont capables de pensées abstraites.

La spécialiste du comportement animal se souvient toutefois du scepticisme de ses collègues lorsqu'elle a présenté son projet de recherche : amener un perroquet à communiquer de façon interactive et intelligente avec des humains.

« Les études précédentes sur l'apprentissage des oiseaux avaient donné des résultats plutôt décevants, explique-t-elle. Des résultats nettement inférieurs à ce que les grands primates avaient accompli. On estimait que les oiseaux dénués presque entièrement de cortex cérébral, l'organe considéré comme le siège de l'intelligence chez les mammifères, étaient tout au plus capables d'imitations. Pourtant, plusieurs propriétaires de perroquets affirmaient que leur oiseau parlait de façon intelligente. Je proposais donc de vérifier ces allégations, de mener à bien une expérience qui n'avait jamais été réalisée chez les oiseaux. »

La première demande de subvention fut refusée.

Mme Pepperberg se souvient de l'étonnement des responsables universitaires, chargés d'étudier le projet, qui se demandaient comment il se faisait qu'un docteur en chimie pouvait s'intéresser à la communication animale. Rien ne la prédestinait à ce travail.

Dans sa jeunesse, à New York, elle n'a eu qu'un seul contact avec des oiseaux. Des perches en cage. Mais durant toutes ses études de chimie (bac au MIT, maîtrise et doctorat, à Harvard), elle est fascinée par la communication chez les animaux et assiste à des conférences et des cours sur le comportement animal, notamment chez les oiseaux.

À la fin de sa thèse de doctorat, elle suit un cours à Harvard sur l'acquisition du langage chez les enfants, en plus de dévorer des ouvrages sur l'éthologie (la science du comportement animal) et sur la psychologie. Une fois le projet avec Alex bien amorcé, en 1977, elle participe durant plusieurs étés à des études sur le troglodyte des marais, un petit oiseau dont le comportement est susceptible de bonifier sa méthode de recherche sur les perroquets.



Photo AP

Même s'il est habitué aux photographes et aux journalistes, Alex reste un tantinet intimidé par leur présence. Lors du passage de La Presse, il a parfois éprouvé quelques problèmes de concentration lors de ses exercices, notamment lors de ses travaux avec l'étudiante Martine Lamy, du MIT.

Quant à Alex, deux ans après le début de son entraînement, il a déjà acquis un vocabulaire élaboré, pouvant identifier, réclamer ou refuser une trentaine d'objets, en plus de distinguer et nommer trois couleurs (rose, vert et bleu). Il peut appliquer spontanément ses connaissances à d'autres objets. Par exemple, il distingue un bouchon de liège rose ou vert, détermine la forme d'une structure en

bois même s'il a appris ce concept à partir d'un morceau de papier.

Au bout de un à deux mois d'entraînement, Alex parvenait généralement à prononcer correctement un nouveau mot de vocabulaire même si l'identification de l'objet n'avait nécessité qu'une seule session.

À la suite de ces deux années de recher-

che, Mme Pepperberg a voulu savoir si Alex pouvait gérer des informations qui exigent un certain niveau d'abstraction, comme faire le lien entre la couleur verte d'un bout de papier et celle d'un morceau de cuir. Ce qu'il a fort bien réussi. Mais certains apprentissages, telle la distinction entre semblable et différent, a nécessité neuf mois d'entraînement, alors que l'habileté de réclamer une chose a exigé six mois d'expérimentation.

Aujourd'hui, Alex distingue une centaine d'objets (en incluant les combinaisons de couleurs, de formes ou de matériaux). Il améliore toujours son bagage de connaissances, même s'il montre parfois des signes d'impatience lors de certaines expériences trop souvent répétées à son goût. Et, dans ce cas, il ne se gênera pas pour boudier ou montrer sa désapprobation.

Il apprend actuellement, mais avec certaines difficultés, la notion d'intermédiaire entre grand et petit. Il éprouve aussi des problèmes avec la distinction entre plus haut ou plus bas. Cela s'explique par le fait qu'un oiseau évolue normalement dans un espace où cette situation change sans cesse et presque instantanément. « Mais on y travaille », dit la scientifique.

Irene Pepperberg estime, par ailleurs, qu'il est extrêmement difficile de comparer les habiletés intellectuelles des grands singes, des dauphins ou encore des corvidés (corneille, corbeau, geais, etc.) avec celles des perroquets gris. Mais rares sont les perroquets à pouvoir facilement parler. C'est justement ce don de la parole, une parole claire et très distincte, qui l'a amenée à choisir cette espèce comme sujet d'expérience.

« Qu'une créature ayant le cerveau de la taille d'une noix puisse avoir la capacité de gérer des informations comme nous le faisons nous-mêmes est fascinant, dit-elle. Voilà qui démontre à quel point nous avons encore beaucoup à apprendre sur le monde animal et sur les perroquets en particulier. » Dans son livre *The Alex Studies*, qui présente l'évolution de ses travaux, elle explique que le monde de la recherche n'a pas toujours su découvrir les preuves scientifiques du fait que la communication chez les animaux peut faire appel à des concepts abstraits.

La chercheuse croit que les perroquets devraient être l'objet d'une attention aussi grande que les autres animaux réputés pour leurs prouesses intellectuelles, comme les dauphins et les grands singes.

Il est temps, fait-elle valoir, que l'on songe à protéger l'habitat de ces oiseaux. En Afrique, les perroquets gris sont encore l'objet d'un trafic considérable. On en importe même illégalement en Amérique du Nord pour améliorer le bagage génétique des élevages.

« Il existe au moins six millions de perroquets, petits et gros, dans les foyers américains, en incluant les perruches, dit-elle. Si mes recherches ont pu améliorer leur sort en montrant au public qu'il s'agit d'animaux sensibles, qui comprennent leur environnement et réagissent à la présence d'humains, elles auront valu la peine. »

Et puis, les méthodes utilisées avec Alex donnent aussi de bons résultats auprès des enfants qui ont des difficultés d'apprentissage. Voilà autant de raisons qui l'incitent à continuer avec enthousiasme et persévérance.

Un surdoué déplumé

PIERRE GINGRAS
envoyé spécial

BOSTON — Bien installé sur son perchoir, Alex penche la tête légèrement, jette un coup d'oeil attentif à six grosses lettres en plastique.

« De quelle couleur est le K ? » demande l'entraîneur. L'oiseau hésite à répondre. Visiblement, le flash de l'appareil photo l'empêche de se concentrer. Après quelques erreurs, il dit enfin d'une voix feutrée : « Orange ». Il identifie correctement ensuite plusieurs autres lettres, de même que des illustrations représentant une clef verte, un clou ou encore un morceau de roc.

Même s'il suit des cours privés à l'université, Alex reste un perroquet. Après plusieurs minutes d'exercice, il réclame sa noix. À peine plus gros qu'un pigeon domestique, avec son bec noir crochu, son oeil jaunâtre à la pupille de jais, son plumage gris et sa queue rouge vif, il est le plus célèbre représentant d'une espèce très grégaire d'Afrique centrale, d'où son appellation courante de perroquet gris du Gabon ou Congo gris.

Aussi doué soit-il, Alex est un produit d'élevage acheté dans une animalerie. Sa longévité est d'environ 50 ans. « Je voulais un perroquet ordinaire pour ma recherche, un oiseau choisi au hasard, qui n'avait pas été sélectionné dans un élevage pour son talent de parler », explique sa maîtresse, Irene Pepperberg.

Comme bon nombre de perroquets gris, Alex est un oiseau au comportement délicat, qui a la mauvaise manie de s'arracher les plumes lorsqu'il subit un stress trop important. Après avoir vécu en Arizona durant plusieurs années, il a trouvé difficile son déménagement au MIT, à Cambridge, en septembre. Deux jours après son arrivée, il avait le corps en bonne partie déplumé. Lors de notre visite, sa poitrine était recouverte seulement de duvet et à peine deux ou trois plumes rouges persistaient sur sa queue. Selon ses entraîneurs, son plumage a commencé à s'améliorer et sa condition n'affecte pas sa santé. D'un naturel très sociable (il vit avec des étudiants et des chercheurs depuis des années), Alex a toutefois une préférence pour les hommes grands et minces. Mais au cours

de notre passage, il a semblé apprécier ma présence, grimant volontiers sur mon épaule, même si je n'ai pas son profil préféré. Il a peut-être éprouvé une certaine affinité à la vue de mon crâne... déplumé.

Alex suit habituellement deux à trois leçons par jour, environ 10 à 12 sessions par semaine. Sa classe est minuscule, encombrée d'ordinateurs, d'une grande cage et d'une tonne de jouets. Deux experts en informatique y travaillent, ainsi que des étudiants qui jouent le rôle d'entraîneur et de modèle. Comme ses nouveaux compagnons de travail, Griffin, 6 ans et Arthur, 3 ans, Alex est libre de se promener sur les bureaux et sur la cage. De la nourriture est à sa disposition en tout temps. Mais au cours d'un entraînement, il doit formuler une demande spécifique pour qu'on lui donne la friandise réclamée comme récompense (noix, raisin, haricot, banane, etc.).

Le perroquet le plus célèbre au monde a ses quartiers personnels où il repose au moins 12 heures par jour. « En Arizona, raconte Mme Pepperberg, Alex passe une semaine par mois à la maison. Mais, je ne peux le garder plus longtemps avec moi. Je dois absolument conserver une certaine distance affective si je veux rester objective au cours de mes recherches. »

Élève exemplaire, Alex montre aussi des affinités comme professeur. La méthode de recherche de l'éthologiste exige beaucoup d'interactions entre l'oiseau et ses entraîneurs. Comme le perroquet gris est très grégaire, l'aspect social de son comportement favorise l'échange d'informations entre les membres du groupe. Cet aspect est mis à profit par l'équipe de Mme Pepperberg. Installés un peu en retrait, Griffin ou Arthur assistent souvent aux cours suivis par Alex et apprennent ainsi plus rapidement.

Lors de notre visite, le jeune Arthur s'est empressé de donner la réponse à une question à laquelle son aîné tardait de répondre, suscitant l'hilarité du groupe.

[cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca) Vous trouverez un clip vidéo d'Alex à l'adresse suivante www.cyberpresse.ca/alex



Photo AP

Docteure en chimie, Irene Pepperberg a consacré depuis 1977 toutes ses recherches à la communication chez les perroquets gris. Le doyen Alex, à droite, fêtera son 26^e printemps d'ici peu. Mais il travaille maintenant avec deux adjoints, Griffin, 6 ans, et Arthur, 3 ans. L'interaction entre les trois oiseaux favorise beaucoup leur apprentissage.